



PIGE PRESSE

Du 13 au 19 décembre 2025

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)

Sommaire

I. Actualité nationale

II. Actualité internationale

III. Vie étudiante

IV. Ils ont parlé de nous

V. Actualité UN-CHK

VI. Opportunités



ACTUALITÉ NATIONALE



UCAD-Agropole : L'université devient entrepreneuriale à Colobane (Gossas) ...

Senego
13 décembre 2025

L'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) franchit un nouveau cap en s'orientant vers une université entrepreneuriale à travers le programme UCAD-Agropole. Dans ce cadre, l'UCAD bénéficiera d'un espace agricole de 50 hectares situé dans la commune de Colobane, département de Gossas. La convention de partenariat entre l'université et la municipalité a été signée ce samedi en présence du recteur de l'UCAD, Alioune Badara Kandji, et de Dame Ndiaye, maire de Colobane.



[Lire la suite](#)

Quinze nouveaux centres de formation professionnelle programmés pour renforcer l'accès à l'emploi

APS
13 décembre 2025

Le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique compte programmer prochainement des projets de construction de 15 centres de formation professionnelle pour le renforcement de l'accès à l'emploi.

“L'objectif est de construire 38 centres de formation, les travaux sont en cours pour les 23, le lancement des 15 autres sera programmé prochainement”, a annoncé le ministre en charge de ce secteur, Amadou Moustapha Ndieck Sarré.



[Lire la suite](#)

Études à l'étranger : sept étudiants de Thiès décrochent des bourses municipales pour la Russie

APS

13 décembre 2025



[Suivre la vidéo](#)

SAINT-LOUIS - GRANDE FINALE DE GÉNIE EN HERBE SUR LES HYDROCARBURES

Le Lycée de Fanaye vainqueur de la compétition



La finale du championnat de génie en herbe axée sur les hydrocarbures et initiée par l'Académie de Saint-Louis dans le cadre de son partenariat avec Pétrosen Holding a été remportée, vendredi dernier, par le Lycée de Fanaye qui s'est illustré devant l'équipe de Aéré Lao en la battant sur le score de 180 points contre 170. Lancée le 26 novembre dernier au Lycée Technique André Peytavin, cette compétition a mobilisé une quarantaine de lycées de l'académie de la région. La finale s'est déroulée à la Maison de l'Île et a été présidée par l'Inspecteur des Affaires administratives et financières au niveau du Ministère du Pétrole et des Mines, venu représenter le Ministre Birame Souleye Diop et ce, en présence du Directeur général de Pétrosen Holding, de l'Inspecteur d'Académie de Saint-Louis; et d'autres autorités de la région.

« L'Académie de Saint-Louis a très tôt compris l'enjeu de cette activité, qui constitue un excellent moyen de connecter les élèves, le corps enseignant, les parents d'élèves et les populations au sous-secteur des hydrocarbures, un levier essentiel pour le développement de notre pays. Ce championnat a regroupé 40 lycées issus des cinq (5) inspections d'Éducation et de Formation (IEF) que compte l'Académie de Saint-Louis », a déclaré Alioune Guéye, Directeur général de Pétrosen Holding. Il s'est réjoui qu'ils aient

pu, en collaboration avec l'Inspection d'Académie de Saint-Louis, organisé, en quelques jours seulement, cette compétition qui a permis aux élèves de faire montre de détermination, de créativité et d'engagement pour explorer le sous-secteur des hydrocarbures. « Votre mobilisation autour de ce projet, chers élèves, montre que l'avenir du Sénégal se construit déjà avec vous, pour gérer nos ressources avec responsabilité et sagesse. Nous sommes en effet à un moment crucial pour le devenir de notre pays, avec le début de l'exploitation du pétrole et du gaz. Nous avons besoin d'une forte cohésion nationale autour de ces ressources, pour bâtir ensemble un avenir meilleur pour nos enfants et les générations futures », a-t-il indiqué tout en rappelant que l'une des meilleures manières d'y parvenir est de capaciter les élèves et étudiants, bref, le capital humain, qui est la plus grande richesse pour aborder ce virage. Ce championnat de génie en herbe, dit-il, met l'accent sur la formation et la capacitation du capital humain. « C'est un excellent moyen de susciter l'intérêt des élèves, mais aussi des enseignants et des parents d'élèves autour du secteur énergétique, de développer leurs compétences et de préparer la relève », a-t-il expliqué. L'initiative est magnifiée par l'Inspecteur d'Académie de Saint-Louis, Abdoulaye Wade qui trouve ce championnat de génie en herbe très enrichissant. « Les élèves seront demain les relais qui vont porter ce projet et qui permettront aux Sénégalais d'avoir la bonne information. Il a profité de l'occasion pour rappeler aux élèves que c'est l'Académie de Saint-Louis qui a gagné. « Il n'y pas de perdants mais que des gagnants. Vous vous êtes mobilisés et préparés à représenter dignement vos établissements scolaires respectifs. Les élèves nous ont permis, nous adultes, de comprendre davantage les enjeux de ce secteur stratégique des hydrocarbures », a-t-il précisé. Pour le Président de l'Union régionale des Associations de Parents d'élèves de Saint-Louis, Mamaodou M. modou Wane, c'est une fierté de voir les élèves avoir autant de connaissances sur les hydrocarbures. « Cela permet aux différents acteurs du système éducatif de contribuer à former la bonne graine chez ces élèves », a-t-il déclaré. Ce qui fait dire à l'Inspecteur des Affaires administratives et financières au niveau du Ministère du Pétrole et des Mines, Cheikh Bâ, venu représenter le Ministre Birame Souleye Diop à cette cérémonie, que l'éducation est le travail qui constitue la réussite de demain.

YVES TANGÉ

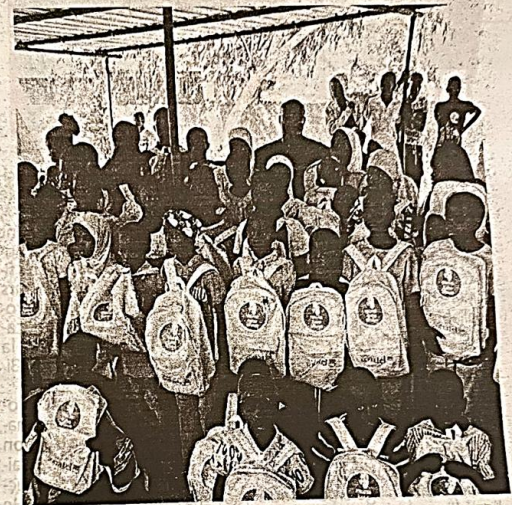
ÉCOLE SAMBOU NDAM BOP DE THIALLANE

La Fondation Kéba Mbaye gâte les élèves avec des kits scolaires

Plusieurs élèves de l'école Sambou Ndam Bop de Thiallane (commune de Bassoul, département de Foundiougne) ont reçu des kits scolaires de la part de la Fondation Kéba Mbaye.

Pour encourager l'excellence à l'école élémentaire Sambou Ndam Bop de Thiallane, la Fondation Kéba Mbaye, par l'entremise du journaliste Massiré Sarr du quotidien Libération a offert aux élèves des kits scolaires. « Nous magnifions ce geste de la Fondation Kéba Mbaye qui est venu à son heure. C'est un acte qui va motiver davantage les enfants. Ce don de kits scolaires va les galvaniser. Nous demandons aux enfants à se concentrer davantage pour rendre la monnaie de la pièce parce que les partenaires qui ont offert ces kits n'ont qu'un seul souhait, c'est de voir ces enfants exceller. Je pense que ceux qui n'ont pas reçu vont aussi bien travailler pour recevoir des kits l'année prochaine », a laissé entendre Ousseynou Senghor, directeur de l'école Sambou Ndam Bop de Thiallane.

« Pour le choix des bénéficiaires, nous avons pris les cinq meilleurs élèves de chaque classe du Cp au Cm2 et 25 autres élèves issus de familles démunies. Ce qui fait un total de 50 kits scolaires que nous avons distribués aux élèves de l'école Sambou Ndam Bop de Thiallane. Nous remercions vraiment la Fondation Kéba Mbaye, à travers le journaliste Massiré Sarr qui a tout fait pour



que notre école puisse bénéficier de cet appui. L'équipe pédagogique, les parents d'élèves, la population, bref, l'ensemble du village de Thiallane remercie la Fondation Kéba Mbaye », a-t-il poursuivi. « Nous travaillons avec les moyens du bord. Le village manque presque de tout et l'école aussi n'est pas épargnée par ces manquements. L'école n'a que trois enseignants alors que nous avons six classes. Chaque enseignant est obligé

de gérer deux classes. Une situation très difficile et compliquée à gérer. Il y a un déficit d'enseignants. Nous voulons vraiment plus d'enseignants à l'école. Le matériel pédagogique aussi manque. Nous demandons aux partenaires comme la Fondation Kéba Mbaye de nous appuyer encore et encore », a lancé le directeur de l'école Sambou Ndam Bop de Thiallane.

Koura Fall

SESSION BUDGÉTAIRE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE 148 milliards de FCfa pour booster l'employabilité des jeunes

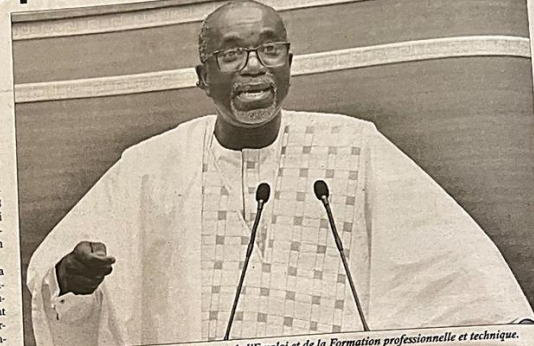
Le projet de budget 2026 du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique a été adopté, le vendredi 12 décembre, à l'Assemblée nationale. Arrêté à 148,54 milliards de FCfa en autorisations d'engagement et 129,26 milliards en crédits de paiement, il est structuré autour de programmes de développement des offres de formation professionnelle et technique, aux infrastructures, entre autres volets.

Le projet de budget 2026 du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique (Mefpt), adopté le vendredi 12 décembre, à la majorité par les parlementaires, s'élève à près de 148,54 milliards de FCfa. Par rapport au précédent exercice, il est en hausse de près de 35 milliards de FCfa.

Cette enveloppe en nette progression a été votée pour répondre aux défis de l'employabilité des jeunes, de l'accès et de l'équité territoriale ainsi que la modernisation des infrastructures. Quatre grands programmes structurent ce budget. Le Pilotage et la coordination administrative absorbent 5,8 milliards de FCfa, tandis que le volet Développement des offres de formation professionnelle et technique concentre l'essentiel des crédits, avec 132 milliards en autorisation

d'engagements et 112,8 milliards en crédit de paiement. Le Développement de l'apprentissage bénéficie d'une enveloppe de 2,58 milliards de FCfa tandis que celui de l'emploi mobilise plus de 8 milliards de FCfa en autorisation d'engagements.

Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Amadou Moustapha Njekk Sarre a souligné qu'à travers ce budget, l'État vise à faire de l'emploi et de la formation professionnelle et technique, le moteur de la transformation économique et sociale du pays. « Il va falloir assurer un continuum cohérent entre orientation, formation, insertion et emploi afin de répondre aux défis de l'économie en mutation et de favoriser le développement en projets du Sénégal », a dit le ministre. Il rappelle que l'Agenda national de transforma-



Amadou Moustapha Njekk Sarre, ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique.

tion Sénégal 2050 fixe un objectif de former 700.000 techniciens d'ici à 2020. Pour y parvenir, M. Sarre a indiqué que le pays devait « quantifier ses capacités de formation en cinq ans ».

Actuellement, le secteur compte 635 établissements de formation

professionnelle et technique (Fpt) pour un total de 128.231 apprenants et 12.913 ateliers agréés. Il a évoqué aussi les efforts en matière de Valorisation des acquis de l'expérience (Vae), avec déjà 352 maîtres-artisans certifiés.

Par ailleurs, note-t-il, le marché de l'emploi reste marqué par un taux de chômage de 19% et seulement 10% de la population active dispose d'une qualification professionnelle. Face à ces défis, Amadou Moustapha Njekk Sarre a promis aux parlementaires d'élargir l'accès de l'offre de formation professionnelle et technique en lien avec les priorités économiques territoriales.

adapter les qualifications des jeunes aux besoins du marché du travail, renforcer l'employabilité, en particulier pour les femmes et les groupes vulnérables. Selon lui, il est prévu d'intégrer les besoins des entreprises dans les référentiels de formation, de mettre en place des dispositifs innovants de certification, d'accompagner l'administration professionnelle, de moderniser les infrastructures et diversifier dans la même dynamique, les programmes de formation, de développer des outils numériques afin de faciliter l'accès à l'information pour les jeunes.

Maguette Guéye DIEDHIOU

FINANCEMENT, ÉQUIPEMENT DES CFP, 3FPT, BAC TECHNIQUE Ces sujets qui préoccupent les parlementaires



Les parlementaires ont profité du vote du budget du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, le vendredi dernier, pour soulever un certain nombre de préoccupations. On peut citer notamment, le financement, l'équipement des centres de formation technique, mais aussi la forte concentration de ces structures entre Dakar et Thiès (près de 70 %), ainsi que la nécessité de renforcer le suivi-évaluation des programmes publics. Ils ont aussi demandé la mise en place d'unités de formation mobile dans les « daara », la priorisation des agents des pôles-emploi dans tout projet de recrutement. De même, les députés ont exhorté le ministre à promouvoir les Daara-ateliers, et à évaluer les programmes d'enseignement dans le cadre du Brevet de technicien supérieur (Bts).

Concernant le Bac technique, il a estimé que la série Sti2d (Sciences et technologies de l'industrie et du développement Durable) doit être mise à jour. De plus, il informe que c'est une série où l'on enregistre souvent un faible taux de réussite. L'audit du lycée technique de Sandiara, dont les travaux se sont étalés sur une décennie, a été évoqué aussi lors des plénières. Les députés ont également jugé insuffisant le faible nombre de bourses octroyées au secteur. Ils estiment celui-ci assez limité (environ 5.000) face à la forte demande et recommandent une meilleure orientation des élèves vers les filières techniques.

Face à ces interpellations, le ministre de tutelle a précisé que des mesures sont prévues dans le budget 2026 concernant la construction et l'équipement des centres de formation dans plusieurs localités. Il

a promis de renforcer les interventions du Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT) sur le plan national afin de répondre davantage au besoin de formation et d'emploi. Il évoque notamment la digitalisation des procédures de cette structure, une mesure saluée par les parlementaires comme un gage de transparence et d'efficacité.

Concernant la formation professionnelle dans les écoles coraniques, à travers les « daara-ateliers », M. Sarre a affirmé que ce programme figure bien parmi les initiatives lancées par le Président de la République, dès son accession à la magistrature suprême, avec l'ambition de permettre aux sortants de ces structures d'acquiescer une formation professionnelle débouchant sur un métier.

M. G. DIEDHIOU

38 nouveaux centres et lycées professionnels annoncés

Le projet de budget 2026 du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique accorde une attention particulière aux infrastructures. Selon le ministre, 38 nouveaux centres de formation professionnels sont annoncés à travers le pays. Il est aussi prévu la construction et l'équipement de 6 lycées professionnels spécialisés en agri-

culture et agro-alimentaire financés par la Banque ouest africaine de développement (Boad), intégrant le modèle dual à savoir la formation-école-entreprise. Il s'agira notamment des lycées de Morouland, Orefondé, Ngardjaleu, Sinthiou Maïem, Sadio et Kounkane, renforçant ainsi le maillage du territoire.

M. G. DIEDHIOU

Un observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle en gestation

Parmi les projets structurants du ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et technique pour l'exercice 2026, figure la création d'un Observatoire national de l'emploi, de la formation professionnelle pour assurer un suivi du marché et des compétences. Amadou Moustapha Njekk Sarre souligne qu'à cela s'ajoute également l'élaboration prochaine d'une politique nationale d'emploi, car dit-il, notre pays,

depuis 28 ans, n'en a pas adopté. Pour une bonne réorganisation de l'offre de formation, le ministre informe aussi qu'une cartographie nationale de la formation professionnelle a été établie. L'objectif étant de faire en sorte que chaque pôle territorial soit doté d'un centre de formation professionnelle, d'un lycée technique, afin que le domaine ne soit plus un choix secondaire pour les jeunes.

M. G. DIEDHIOU

PR ALIOUNE BADARA KANDJI, RECTEUR DE L'UCAD

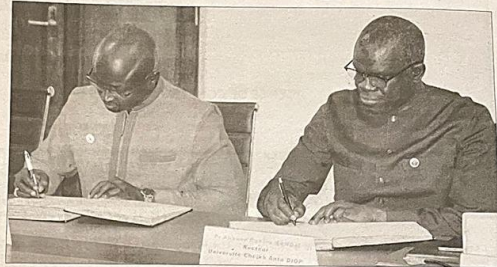
EDUCATION ET FORMATION

PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE COLOBANE (FATICK)

L'Ucad sur les sillons d'une exploitation agricole

L'Universitaire Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) a signé, samedi, une convention de partenariat avec la commune de Colobane, dans le département de Gossas. Une entente qui permettra à l'institution universitaire d'exploiter 50 hectares dénommés Ucad-agropole.

La salle multimédia de la Faculté des lettres et sciences humaines a abrité, le samedi dernier, la cérémonie de signature de partenariat entre la commune de Colobane (département de Gossas) et l'Universitaire Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad). La rencontre a mobilisé près d'un centaine de personnes. D'un côté le maire de Colobane, Dame Ndiaye et ses collaborateurs, composés de ses adjoints, des 13 présidents de commissions, mais aussi des conseillers départementaux et des membres de l'Amicale des étudiants ressortissants de la commune de Colobane. De l'autre côté, le recteur de l'Ucad, Alioune Badara Kandji, entourés de ses collaborateurs, notamment ses conseillers et des membres du Conseil académique.



Dame Ndiaye, maire de Colobane (à gauche) et Alioune Badara Kandji, recteur de l'Ucad scellant le partenariat.

qu'il est impératif et innovant de développer une économie endogène à travers des projets comme celui-ci du partenariat

avec la commune de Colobane. « C'est tout le sens de cette alliance que l'Ucad a signée avec la commune de Colobane », a affirmé le Pr Kandji. « Après Niakhène, dans le département de Tivaoune, aujourd'hui, c'est la commune de Colobane (département de Gossas) qui accueille un espace agricole de 50 hectares, mais notre ambition est de mailler le territoire national, parce que l'Ucad dispose de toute l'expertise qu'il faut et qui peut être mise à la disposition de toutes les communautés », a assuré le recteur. « Ce partenariat va permettre à l'Universitaire Cheikh Anta Diop d'être au cœur des communautés et développer, de concert avec les populations, des activités en termes de formation, de programmes de recherche, de services à la

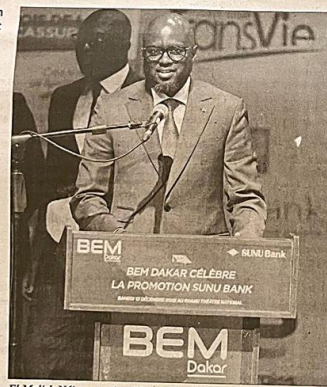
communauté, à travers l'encadrement des populations », note Alioune Badara Kandji. « Ucad-agropole vise aussi à mettre en adéquation les programmes de formation avec les besoins des territoires », a-t-il ajouté. Pour Dame Ndiaye, maire de la commune de Colobane, la mise en place de cette agropole résulte d'une vision commune entre les deux institutions. Le projet, dit-il, aura un impact fort sur le plan socio-économique dans la localité, car l'Ucad va mettre à la disposition de la commune toute son expertise pour encadrer les producteurs locaux, la jeunesse et les associations de femmes afin qu'ils puissent se développer et devenir autosuffisants en termes de ressources.

Pape Coly NGOME

GRADUATION

Des diplômés de Bem School appelés à l'engagement et à l'excellence

La cérémonie de graduation du Groupe Bem School s'est tenue, le samedi 13 décembre, au Grand Théâtre Doucoumba Rose, sous la présidence du président de l'Assemblée nationale, El Hadji Malick Ndiaye. Près de 300 étudiants ont reçu leurs parchemins de Bachelor, à l'issue d'une cérémonie marquée par de forts messages sur la responsabilité, le mérite et la persévérance.



El Hadji Malick Ndiaye a exhorté les récipiendaires à faire preuve de rigueur, d'intégrité et de persévérance dans leurs carrières.

Dans une atmosphère solennelle et empreinte de symboles, le Groupe Bem School a célébré, samedi, à Dakar, la graduation de près de 300 jeunes diplômés, consacrant à la fois des parcours académiques exigeants et une vision de l'enseignement supérieur fondée sur l'excellence, l'utilité sociale et l'engagement citoyen. Présidant la cérémonie, le président de l'Assemblée nationale, El Hadji Malick Ndiaye, a salué la trajectoire des nouveaux diplômés et le rôle structurant de cet établissement dans la formation des cadres de demain. « Aujourd'hui n'est pas une fin, mais un commencement. Celui de votre engagement, de votre responsabilité et de votre contribution à une société qui attend beaucoup de vous », a-t-il déclaré à l'endroit des récipiendaires. Le président de l'Assemblée nationale a exhorté les jeunes à faire preuve de rigueur, d'intégrité et de persévérance dans leurs carrières.

La cérémonie a été également marquée par un hommage à feu Patrick Dionne, figure emblématique de l'économie sénégalaise et panafricaine, « non indiqué ». Fondateur et président-directeur général du Groupe Bem School, Pape Madick Dionne est revenu sur les dix-sept années de construction de l'institution et sur son engagement de plus de trois décennies dans l'enseignement supérieur. « L'école doit rester un espace d'égalité des chances, de responsabilité et d'ascension sociale. Notre mission est de former des femmes et des hommes utiles à leur pays et ouverts sur le monde », a-t-il indiqué. Mairaine de la cérémonie, la directrice générale de Sunu Bank, Ndiaye Coumba Aw, a partagé quelques expériences professionnelles non sans formuler des conseils aux récipiendaires. « Restez curieux et ouverts, car le monde évolue rapidement », a-t-il recommandé aux jeunes diplômés.

Daouda DIOUF

TRANSFORMATION DES DÉCHETS PLASTIQUES

Un FabLab inauguré dans la filière Génie-industriel de l'Ecole polytechnique de Thiès

THIÈS. Créée dans le cadre du plan stratégique pour une diversification des offres de formation, la filière génie industriel de l'Ecole polytechnique de Thiès (Ept) vient d'acquiescer un FabLab (un espace d'innovation, d'apprentissage et de partage qui aux utilisateurs de donner vie à leurs idées) pour la transformation des déchets plastiques en mobilier. Composé de plusieurs machines, le dispositif installé dans l'enceinte de l'établissement a été inauguré le samedi. Le directeur de l'établissement, Mamadou Wade, s'est réjoui de l'accompagnement de la société Plastic Odyssey et de l'ambassade de celui-ci est un maillon essentiel pour la filière Génie-industriel car devant servir de référence pour les travaux pratiques des étudiants.

« Cette plateforme va participer à encourager l'émulation chez les étudiants en entrepreneuriat et dans la création de start up », s'est réjoui le directeur de l'Ecole polytechnique de Thiès. Pour Tom Bébin, directeur technique de Plastic Odyssey, c'est le premier FabLab installé dans la région. Selon lui, l'infrastructure innovante et pratique ce qu'il s'agit de mettre en œuvre dans le processus de recyclage des déchets plastiques dans l'industrie et ainsi développer de nouveaux produits.

Ibrahima NDIAYE (Correspondant)

GRAND ANGLE

AMADOU ARAME DIAGNE, EXPERT COMPTABLE AU CABINET OSMOSE

« Tout le monde gagne avec la formalisation des écoles privées »

Alors que plus de 90% des écoles privées du Sénégal évoluent encore dans l'informel, Amadou Arame Diagne du cabinet Osmose, lance, avec les Capep, un ambitieux programme national de formalisation. Une démarche qui, selon lui, profitera à la fois aux élèves, aux établissements et à l'Etat.

Entretien réalisé par : Elhadji Ibrahima THIAM

Vous conduisez un projet de formalisation des établissements en partenariat avec les Capep. Qu'est-ce qui motive une telle initiative ?

C'est un programme national de formalisation administrative, comptable, fiscale et sociale du sous-secteur de l'enseignement privé. Ce sous-secteur représente plus de 5.200 écoles dans tous les départements du Sénégal. Et ces écoles sont regroupées au sein des Capep. On a les Capep-Ief (département) et les Capep-la (inspection académique). Pour la formalisation, c'est tout un processus. Lorsqu'un entrepreneur scolaire veut ouvrir son établissement, il dépose un dossier, on lui remet un récépissé. Il commence alors à fonctionner. Ensuite, il complète son dossier et demande l'autorisation. Et c'est un arrêté ministériel qui permet de prescrire des enseignants à l'examen. Mais la reconnaissance officielle n'est effective que si l'établissement remplit un certain nombre de conditions, dont la formalisation administrative, fiscale, sociale et comptable.

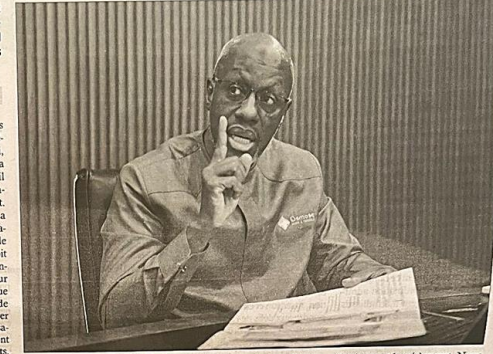
Et tenez-vous bien : sur les 5.200 écoles, il y en a moins de 9% qui sont reconnus par l'Etat. C'est-à-dire moins de 500. Cela veut dire que 91% des écoles ne sont pas formalisées. C'est la raison pour laquelle elles ne peuvent pas bénéficier de la subvention accordée par l'Etat. Alors que l'Etat leur sous-traite une mission de service public. Auparavant, dans notre génération, on allait à l'école publique ; aller à l'école privée était une honte. Mais la tendance s'est complètement inversée. Les écoles privées ont donc leur importance. Mais elles sont dispersées, mal encadrées, pas formalisées, n'arrivent pas à bénéficier des financements, n'arrivent pas à avoir des assurances, etc. Et cela joue sur la qualité de l'enseignement.

Dans ce processus de formalisation, qui de l'Etat ou des établissements privés d'enseignement est le principal bénéficiaire ? Tout le monde gagne. Le premier qui gagne, c'est l'enfant. Si ces écoles sont formalisées, structurées et arrivent à avoir une solidité qui leur permet d'accompagner les enfants, cela va jouer sur la qualité de l'enseignement. Comment ? Un bon enseignant qui est vacataire, ou bien qui n'a qu'un simple

contrat de prestation de services avec une école, s'il n'est pas fidèle, s'il n'a pas un Cdd ou un Cdi, s'il n'est pas affilié à l'Iprea, à la Caisse de sécurité sociale, s'il n'existe pas de lien de subordination, il peut partir à tout moment. Et qui est-ce qui en gère après ? La médiocrité. Et cela impacte la qualité de l'enseignement de base de nos enfants. Aujourd'hui, on doit dire que ce programme est un investissement sur l'enfant et sur l'avenir. Ensuite, du point de vue institutionnel, le ministère de l'Educational nationale va trouver son compte dans cette formalisation. Parce que si les enfants sont bien scolarisés et bien instruits, cela va effectivement améliorer les résultats du ministère de l'Educational nationale. Cela se traduira par de meilleurs résultats aux examens et, in fine, les indicateurs globaux montreront de la performance. Maintenant, il y a les autres aspects qui concernent le directeur d'établissement ou le déclarant responsable. Car, en réalité, le déclarant responsable est le propriétaire de l'école, mais souvent c'est le directeur d'établissement qui fait fonctionner l'école. S'il parvient à être formalisé, à être reconnu, cela permet d'améliorer de façon sensible la qualité de l'offre éducative. Cela va permettre la mise en conformité administrative, fiscale et sociale des établissements d'enseignement privé.

Renforcer le service social et fiscal, cela aussi fait partie de la politique de l'Etat. Sécuriser tout ce qui est investissement et opérations, et puis, finalement, structurer un secteur qui serait fort et beaucoup plus transparent. Par ailleurs, il y a un gain du point de vue de l'Etat, notamment pour l'administration fiscale et les organismes sociaux. Imaginons : 5.000 écoles, c'est plus de 40.000 enseignants qui travaillent, sans compter les personnels administratifs et techniques. Si l'on régularise ces enseignants, l'école paie ses impôts, elle le régularise son personnel, qui va cotiser à l'Iprea et bénéficier de la sécurité sociale. A ce niveau aussi, tout le monde y gagne.

Avez-vous senti une adhésion des établissements, mais aussi un soutien des parents ? Les établissements privés ont pris la conscience de l'importance de la formalisation. De même, nous



avons le soutien des banques, des assureurs, de la mutuelle professionnelle des assureurs. Et surtout des sociétés financières décentralisées qui, en général, appuient ces écoles et ces enseignants. Aussi, lorsqu'elles reçoivent une information financière de qualité, et même des ratings sur les écoles, cela leur permet de financer celles-ci et de baisser les taux d'intérêt. Mieux encore, quand j'avais discuté avec le directeur général de l'Acep, il m'avait dit qu'il existe une corrélation très forte entre le financement et le développement de ces écoles. Il m'a dit : « M. Diagne, à un moment donné, la coopération KfW avait donné 10 millions d'euros à l'Acep pour financer l'éducation ». Ce qui leur avait permis de baisser les taux d'intérêt. Mais les écoles qui en ont bénéficié ont quitté le crédit pour aller à l'épargne. Et aujourd'hui, elles ont des comptes d'épargne avec plusieurs dizaines de millions. Elles n'ont plus besoin de crédit. L'investissement, c'est quoi ? C'est donc acquiescer des terrains - parce que chaque école veut acquiescer son terrain et construire ses locaux -, acheter des bâtiments, des équipements, recruter, acheter des bus, mettre

en place une cantine, etc. Et cela agit immédiatement sur la rentabilité. Vous savez, moi-même, comment j'ai connu le Capep ? Mon père était déclarant responsable. Il avait une école qui s'appelait Les Filas. Cette école-là était la deuxième meilleure école du département de Guédiawaye. Elle avait été créée en 2000. En 2019, le plafond s'est effondré. Treize enfants ont été blessés. Malheureusement, l'année précédente cet incident, le directeur n'avait pas renouvelé sa police d'assurance. C'est comme ça que je suis intervenu, parce que mon père était malade et à l'étranger. L'école avait été fermée. C'est là que j'ai rencontré le président du Capep de Guédiawaye, M. Ndour. Quelque temps après, toutes les écoles du Sénégal ont été fermées à cause de la Covid. On a appris qu'il y avait un fonds Covid pour soutenir le secteur. Moins de 2,5 milliards de Fcfa ont finalement été attribués aux écoles privées.

Alors que le tourisme et le transport aérien avaient reçu 75 milliards de Fcfa. Pourquoi ? Parce que ces écoles n'étaient pas formalisées : pas de registre de commerce, pas de numéros, pas de déclaration d'impôts, rien. Absolument rien, donc impossible d'accéder au financement.

Que révèle réellement les chiffres issus de votre enquête sur le niveau de formalisation des écoles privées ? On peut dire que la plupart des écoles privées au Sénégal sont dans l'informel total. En fait, nous avons établi trois niveaux de formalisation : le critère rouge, le cri-

ter vert et le critère vert. Nous avons 88,5 % d'écoles qui ne font pas de déclarations fiscales, près de 70 % qui ne produisent pas d'états financiers. C'est-à-dire qu'elles ne sont quasiment pas formalisées. Notre objectif est de les amener progressivement vers le jaune, puis vers le vert, c'est-à-dire vers la formalisation. L'Etat doit également jouer son rôle et comprendre que, pour la première fois, des entités manifestent la volonté de se mettre en règle. Comme l'a dit le directeur général des Impôts et Domaines, que nous avons rencontrés, M. Jean Koné : « Cette initiative, je n'en connais pas de meilleure », tout en promettant que l'administration fiscale va nous accompagner.

Pourquoi la date du 18 décembre revêt-elle une importance particulière pour vous et pour le lancement du programme ? Parce que c'est le jour du lancement du Programme national de formalisation. Et c'est aussi le jour où seront signés les contrats entre les Capep-Ief et le cabinet Osmose. Ils vont s'engager à aller vers la formalisation, avec l'accompagnement du cabinet qui va leur offrir tous les outils nécessaires pour tous les acteurs, notamment le ministère de l'Educational nationale, la Direction générale des Impôts, l'Iprea, la Caisse de sécurité sociale, l'Adenpe, ainsi que tous les acteurs institutionnels à savoir le ministère du Travail, la médiation de l'emploi, les directions, et également les autres partenaires techniques et financiers, notamment les banques, les assureurs et toutes les entreprises qui travaillent dans les milieux scolaires.

« Sur les 5.200 écoles, il y en a moins de 9 % qui sont reconnus par l'Etat, c'est-à-dire moins de 500 »

Un projet envisage la formation d'enseignants pour la prise en charge des élèves handicapés

APS
16 décembre 2025

Le projet "Faire l'école" envisage la formation d'enseignants de la région de Kolda (Sud) sur la prise en charge des élèves handicapés handicap dans leurs classes.

Il s'agit à travers le projet "faire l'école" qui promeut l'éducation inclusive, de les former pour la prise en charge des enfants qui un handicap visuel, pour la promotion des activités de sports chez eux et la mise en place de clubs sur l'éducation fonctionnelle, a expliqué l'Inspecteur d'Accadémie de Kolda, Elh Mamadou Diop.



[Lire la suite](#)

THIAROYE | LES ECOLES PRIVEES LANCENT UN APPEL A L'ETAT **«Nous avons besoin d'aide, pas de sanctions»**

Lors d'un atelier consacré à leur situation, les acteurs de l'enseignement privé ont fait un constat alarmant. C'est pourquoi, ils proposent une feuille de route pour une régularisation constructive.

Les écoles privées de la commune de Thiaroye ont décidé de faire entendre leur voix. Réunis lors d'un atelier de travail, leurs représentants, sous la houlette de Moussa Sow, président des acteurs et partenaires de l'enseignement privé de Thiaroye, ont

lancé un appel pressant aux autorités. Ces acteurs réclament un accompagnement concret de l'Etat pour y parvenir, plutôt qu'une approche purement sanctionnatrice d'un secteur sous tension. «Il est urgent de regarder la réalité en face : entre les normes infrastructurales, les exigences pédagogiques et les lourdeurs administratives, nombreuses sont les écoles qui naviguent à vue, par manque de moyens et de guidage», a-t-il déclaré, introduisant un état des lieux sans fard de l'enseignement privé dans la commune. Au-delà du constat, les participants ont formulé des demandes précises afin de transformer leurs difficultés en une proposition de collaboration.

Cet atelier a pour objectif de briser un isolement souvent préjudiciable et d'unir les forces face à des défis com-

muns. Ils veulent aussi un accompagnement pratique pour la régularisation. «L'Etat doit nous aider à comprendre et à appliquer les normes. Nous avons besoin de guichets uniques, de procédures simplifiées et d'un calendrier réaliste. La régularisation ne doit pas être un parcours du combattant», a plaidé Moussa Sow. Et de poursuivre sur le volet pédagogique : «Se mettre en règle, c'est bien. Offrir une éducation de qualité, c'est mieux et c'est notre but. Nous demandons un accès facilité à la formation continue pour nos enseignants et à des ressources pédagogiques adaptées». Les acteurs de l'école privée réclament aussi un cadre sécurisé pour tous. Car, soutiennent-ils, la sécurité des enfants et du personnel est une priorité absolue. «Mais garantir des bâtiments aux

normes anti-incendie ou un environnement sanitaire irréprochable a un coût. Nous avons besoin de conseils techniques et, potentiellement, de mécanismes de soutien financier pour les travaux les plus critiques», affirme M. Sow.

Pour Moussa Sow, l'école privée est un maillon essentiel du système éducatif de Thiaroye.

«Nous croyons en un partenariat où l'Etat fixe le cadre et accompagne, et où nous, sur le terrain, nous engageons à nous améliorer continuellement. L'intervention s'est conclue sur un appel à l'action collective. Ensemble, nous pouvons relever ces défis. La solution ne peut être que collaborative», a-t-il déclaré.

—Najib SAGNA

GREVE SCOLAIRE À MBACKÉ

Les cours reprennent après une médiation de Bara Gaye

Iniversité numérique
HEIKH HAMIDOU KANE



Après trois jours de grève intense ayant paralysé cinq grands lycées de la commune de Mbacké, dans l'académie de Diourbel, une médiation a permis d'apaiser les tensions et d'ouvrir la voie à une reprise des cours.

L'initiative a été conduite par Matar Sarr, représentant du mécène Bara Gaye, dépêché sur place pour engager des discussions avec les présidents des gouvernements scolaires. L'objectif était de rétablir le calme dans les établissements, tout en évitant le gaspillage des ressources publiques lié aux interruptions prolongées des enseignements.

La rencontre, qui a duré une heure trente minutes, a été qualifiée de fructueuse par les différentes par-

ties. À l'issue des échanges, plusieurs décisions ont été arrêtées d'un commun accord.

Il a notamment été retenu la participation des élèves au dialogue social convoqué à la préfecture, afin de permettre une prise en compte de leurs préoccupations dans un cadre institutionnel. Les élèves se sont également engagés à mettre un terme à toute forme de violence, qu'elle soit dirigée contre les personnes ou les biens publics et privés.

Enfin, les parties ont convenu du retour effectif dans les établissements scolaires dès le mercredi à 8 heures, marquant ainsi la fin du mouvement de grève et la reprise normale des cours, si Dieu le veut.

■ DIOURBEL

Le lycée de Ndoulo veut son infirmerie

Le proviseur du lycée de Ndoulo, dans le département de Diourbel, réclame la construction d'un bâtiment pouvant abriter une infirmerie. L'établissement a reçu, récemment, un important lot de matériel médical de l'Ong Horizon Sahel en collaboration avec le mouvement des Jeunes leaders du Sénégal.

DIOURBEL - Le lycée de Ndoulo veut l'érection d'une infirmerie scolaire pour la prise en charge de la santé de ses élèves. La doléance a été exprimée par son proviseur, Diamé Diène, avant-hier, à l'occasion d'une cérémonie de remise de matériel médical. M. Diène a profité de l'occasion pour rappeler à l'assistance le vœu ardent de son établissement consistant à acquérir un local pouvant abriter une infirmerie et un agent de santé qualifié après la réception d'un important lot de matériel offert par l'Organisation non gouvernemental (Ong) Horizon Sahel en collaboration avec le mouvement des Jeunes leaders du Sénégal. Selon lui, l'administration du lycée va solliciter incessamment le soutien de l'inspection d'académie (Ia) de Diourbel, la mairie et le conseil départemental de Diourbel.

Le proviseur du lycée de Ndoulo a saisi l'occasion pour remercier les donateurs du matériel médical. « Cette dotation est venue au bon moment parce que nous sommes dans un village un peu dépourvu

en matière de santé. Ce matériel nous permettra de prendre en charge les premiers soins dans notre établissement, surtout avec les activités sportives et les cas de crise d'épilepsie avant l'arrivée des médecins ou le transfert vers les structures sanitaires. C'est une aubaine parce que nous étions souvent confrontés à des cas d'évacuation », a dit le proviseur du lycée. Le président du Mouvement des jeunes leaders du Sénégal, Mame Samba Diamanka, a souligné que ce don alloué au lycée de Ndoulo s'inscrit dans leur projet national consistant à équiper en matériel médical des lycées du Sénégal. Il a aussi indiqué que cette initiative a pour but de faciliter l'accès à la santé aux élèves. Le matériel médical offert au lycée de Ndoulo est composé de lits d'hospitalisation et de repos, d'un tensiomètre, d'une balance ou pese-personne, d'un glucomètre, des sparadraps, des gants, des serviettes hygiéniques, des médicaments, etc.

Oumar Bayo BA
(Correspondant)

■ SPORT SCOLAIRE

Démarrage des activités dans l'académie de Matam

MATAM- Pour marquer le lancement officiel des activités du sport scolaire, l'inspection d'académie (Ia) de Matam a organisé, avant-hier, une randonnée pédestre. L'activité a été marquée par une présence massive des autorités administratives et académiques, des chefs de service, des membres de l'amicale du Comité régional de développement (Crd) et des élèves. Dans une ambiance conviviale, les participants ont parcouru les artères de la capitale régionale, après le départ à partir des locaux de l'inspection d'académie. Les randonneurs ont fait un tour vers l'école 3 avant d'emprunter le chemin longeant le quartier Soubalo. « Nous sommes là pour participer à la randonnée pédestre marquant le début des activités du sport scolaire de l'académie de Matam », a déclaré Mamoudou Oumar Guèye, l'inspecteur d'académie (Ia).

L'autorité éducative a profité de l'occasion pour évoquer l'importance de l'éducation physique et sportive dans les écoles. Elle est revenue aussi sur les performances réalisées l'an passé par l'académie de Matam lors du festival national du sport scolaire. « L'année dernière, nous avons eu une belle saison qui a été marquée par un trophée et des médailles au festival



Selon les spécialistes, l'éducation physique et sportive favorise le développement harmonieux de l'élève.

national », a rappelé Guèye, invitant les apprenants de cette année à faire mieux que leurs devanciers. Mamoudou Oumar Guèye informe qu'après ce coup d'envoi, d'autres activités se tiendront dans chaque inspection de l'éducation et de la formation (Ief) de la région. Selon lui, chaque département va organiser ses activités et après cela les vainqueurs, dans toutes les disciplines qui seront mises en compétition, se retrouveront pour la

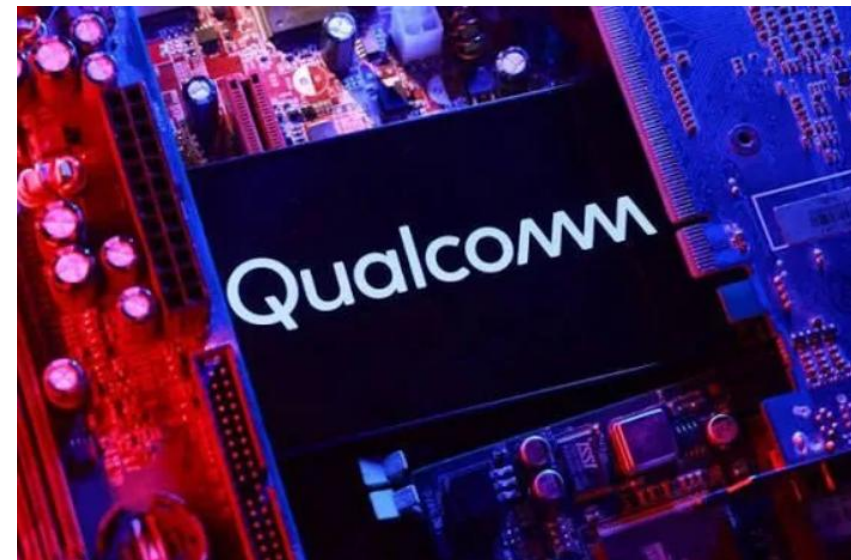
phase régionale. Les gagnants sur le plan régional, a-t-il indiqué, vont représenter la région de Matam au festival national.

Venu assister à la randonnée pédestre, l'adjoint au gouverneur chargé du développement, Tafsir Baba Anne estime que le sport scolaire constitue un moyen qui promeut des valeurs telles que la fraternité, la cohésion, la citoyenneté, etc.

Falel PAM (Correspondant)

Innovation technologique: Qualcomm couronne dix startups africaines et lance l'édition 2026 de son programme « Make in Africa »

La troisième édition du programme de mentorat « Make in Africa » de Qualcomm s'est achevée ce mercredi 17 décembre 2025 par une finale virtuelle. Dix startups issues de cinq pays africains ont bénéficié d'un accompagnement, parmi lesquelles la Sénégalaise Edulytics, spécialisée dans l'application de l'intelligence artificielle à l'échographie portable pour la détection précoce des maladies du foie. À l'issue de cette édition, la startup Farmer Lifeline a remporté le Fonds d'impact social Wireless Reach 2025, tandis que les candidatures pour l'édition 2026 sont d'ores et déjà ouvertes.



[Lire la suite](#)

lesoleil.sn
17 décembre 2025

Saint-Louis : les lauréats de la première journée d'excellence de la Formation professionnelle et technique primés

APS
17 décembre 2025

Le Centre pour le développement de l'éducation au Sénégal (EDC-Sénégal) a organisé, mardi, une caravane dans la ville de Saint-Louis, pour célébrer les lauréats de la première journée de l'excellence de la Formation professionnelle et technique, a constaté l'APS.

“Cette caravane de l'excellence qu'EDC Sénégal a organisée vise à célébrer les lauréats de la première journée d'excellence de la formation professionnelle et technique.



[Lire la suite](#)

À la FIDAK, l'ONFP présente une nouvelle plateforme de gestion des opérations de formation

APS
17 décembre 2025

L'Office national de formation professionnelle (ONFP) a présenté, mardi, à la 33e édition de la Foire internationale de Dakar (FIDAK), son système intégré de gestion des opérations de formation (SIGOF), une plateforme numérique facilitant l'accès aux offres de formation.

“La plateforme SIGOF nous permet de faciliter l'accès du public aux offres de formation”, assure le directeur général de l'ONFP, Mouhamadou Lamine Bara Lo.



[Lire la suite](#)

■ FORUM PANAFRICAIN SUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

La transformation des systèmes éducatifs en question

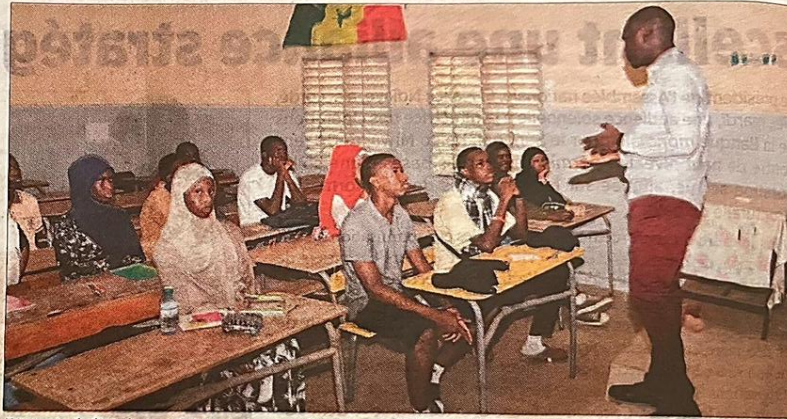
Dakar abrite, depuis hier, le 14^e Forum panafricain sur les politiques éducatives. Initié par le Réseau africain de campagne pour l'éducation pour tous (Ancefa en anglais), la rencontre de trois jours (du 16 au 18 décembre) vise à promouvoir une nouvelle stratégie continentale pour parvenir à une transformation des systèmes éducatifs afin de garantir à tous, l'accès, la qualité et l'équité en matière d'éducation.

Le 14^e Forum panafricain sur les politiques éducatives du Réseau africain pour l'éducation pour tous (Ancefa en anglais) s'est ouvert, hier, à Dakar. Étale sur trois jours (du 16 au 18 décembre), l'événement réunit des acteurs de la société civile éducative de 38 pays d'Afrique. Ceux-ci vont échanger durant cette rencontre sur les enjeux de financement, de gouvernance et notamment de transformation des systèmes éducatifs du continent.

Organisé par l'Ancefa en collaboration avec la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) et la Campagne mondiale pour l'éducation (Cme), ce rendez-vous annuel sert de cadre de réflexion et d'apprentissage collectif sur l'avenir de l'éducation en Afrique. Il intervient à un moment charnière, marqué par la fin de

l'Année de l'éducation de l'Union africaine et l'entrée en vigueur de la prochaine Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique (Cesa 2026-2035).

Venue présider l'ouverture des travaux, Khady Diop Mbodj, directrice de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, estime que l'éducation demeure l'arme la plus puissante pour transformer durablement le monde. Elle a insisté sur la nécessité de placer les enseignants au cœur de toute réforme éducative. « Il n'y a pas de système éducatif performant sans enseignants valorisés, respectés et soutenus », a-t-elle affirmé, précisant que le Sénégal a engagé la formation de plus de 105.000 enseignants aux compétences numériques et à l'intelligence artificielle. Une démarche qui, selon elle, vise à accompagner la transformation numérique et l'innovation péda-



L'avenir de l'école en Afrique préoccupe les acteurs de la société éducative.

gogique, tout en garantissant la dignité et des conditions de travail décentes au personnel enseignant.

L'équation du financement

La question du financement de l'éducation a également occupé une place centrale dans les échanges. « L'objectif d'allouer au moins 6% du Pib ou 20% du budget national à l'éducation ne doit plus rester un vœu pieux, mais il doit devenir un impératif de souveraineté », a soutenu Mme Mbodj. Elle a, à ce titre, appelé la société

civile à jouer pleinement son rôle de veille pour une justice fiscale et une utilisation plus équitable et efficiente des ressources, notamment en faveur de l'inclusion et de l'égalité de genre.

Coordonnateur de la Campagne mondiale pour l'éducation (Cem), Grant Kasowanjete, a dressé un diagnostic préoccupant. « Les progrès vers la réalisation de l'Odd 4 en Afrique ne sont pas en bonne voie », a-t-il alerté, soulignant que près de 9 enfants sur 10 n'acquerraient pas les compétences de base en lecture et en calcul après 4 années de scolarité.

Il a insisté sur les disparités persistantes, les défis de l'éducation inclusive et l'impact des conflits et crises sur le secteur, soulignant, dans la foulée, le déficit de 17 millions d'enseignants qualifiés dont le continent a besoin pour atteindre l'éducation universelle à l'horizon 2030. « La baisse des financements éducatifs, conjuguée à l'affaiblissement du multilatéralisme et au poids de la dette, impose une mobilisation accrue, car l'éducation reste l'investissement le plus rentable qu'un pays puisse faire pour son avenir », a-t-il soutenu.

Daouda DIOUF

■ INITIATIVE FIT SÉNÉGAL

Près de 1 000 emplois générés pour les jeunes diplômés

L'initiative Fit Sénégal, impulsée par le comité des Jeux olympiques de la jeunesse avec l'appui du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, a contribué à la création de près de 1.000 emplois pour les jeunes diplômés au Sénégal, a déclaré mardi, Cheikh Fatma Diop, directeur de cabinet du ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle et technique. Il prenait part au 5^e comité de pilotage de ladite initiative.

Réuni, hier, à Dakar, le 5^e comité de pilotage de l'initiative Fit Sénégal (Accompagner les jeunes vers l'emploi dans le cadre des Joj Dakar 2026) a permis de mesurer les progrès réalisés dans la perspective de cet événement mondial de la jeunesse, prévu à Dakar.

Présidant la rencontre, Cheikh Fatma Diop, directeur de cabinet du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, a annoncé que Fit Sénégal a contribué à la création de près de 1.000 emplois pour les jeunes diplômés au Sénégal. « L'objectif est de créer 3.000 emplois à l'horizon 2027, avec un palier intermédiaire de 1.500 emplois en 2025 », a déclaré M. Diop. Selon lui, la dynamique enclenchée entre les différentes initiatives laisse entrevoir une intensification des actions dans les mois à venir. « Nous ne sommes pas très loin de l'objectif et tout indique que nous allons

continuer sur cette lancée pour atteindre les 3.000 emplois visés », a-t-il assuré.

Le directeur de cabinet a rappelé que l'Initiative Fit Sénégal est portée par un partenariat stratégique réunissant le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, l'Union européenne, le Comité d'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse (Cojoj) et le Conseil national de la jeunesse du Sénégal. Celle-ci vise à préparer les jeunes en amont, en renforçant leurs compétences à travers la formation professionnelle et technique, afin qu'ils puissent accéder à des emplois durables et pérennes. « L'idée est d'aller vers ces Jeux olympiques de la jeunesse dans les meilleures conditions possibles, tout en accompagnant la politique du gouvernement en matière d'emploi et d'insertion », a précisé le directeur de cabinet.

Adama NDIAYE

SAINT-LOUIS - FORMATION SUR LA PRODUCTION DE SEMENCES DE RIZ ET L'ASSURANCE QUALITÉ

Les techniciens spécialisés à l'école des techniques opérationnelles et commerciales

Le Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice) abrite depuis avant-hier, lundi 15 décembre, un atelier de formation de cinq jours axé sur la production de semences de riz et l'assurance qualité pour la création d'emplois dans le cadre du programme RIZAO. Soutenu par la Fondation MasterCard, ce projet est une initiative régionale transformative menée en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin et au Togo. Ciblant 2,2 millions de jeunes et de femmes ainsi que de personnes vulnérables, le programme ambitionne aussi de favoriser la création de 441 000 emplois décents, dont 70 % devraient bénéficier à des jeunes femmes.



Le représentant régional du Centre AfricaRice au niveau de la station du Sahel, Dr Ali Ibrahim, a insisté avant-hier, lundi sur l'importance et la nécessité de produire des semences de qualité pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. « La production de riz ne peut prospérer que quand vous avez des semences de qualité. Donc il arrive effectivement que le plus grand problème que nous avons ici au Sénégal et dans beaucoup de pays ouest africains, c'est la disponibilité des semences de qualité », a-t-il déclaré avant d'ajouter qu'il leur faut nécessairement créer un moyen pour que les semences soient disponibles au niveau des producteurs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle lors de cette formation, il dit avoir réuni tous les acteurs qui sont dans la production de semences pour les former dans la technique de production de semences de qualité afin qu'ils puissent mettre à la disposition des producteurs des semences de haute qualité permettant d'améliorer la productivité du riz en Afrique d'une manière générale. Ce qui contribuerait à diminuer les importations de riz des pays africains. « Effectivement, quand nous avons des semences de qualité et que les producteurs utilisent ces semences, naturellement la production sera très importante et cela va diminuer drastiquement l'importation du riz de l'extérieur », a-t-il expliqué au terme de la cérémonie d'ouverture officielle de cet atelier de formation. Selon lui, il est nécessaire pour les différents acteurs de créer les conditions idoines d'accès à des semences de qualité afin d'amener les producteurs de riz à produire en grande quantité. Dans le document des termes de référence de cette rencontre, il est indiqué que le riz reste l'une des cultures vivrières les plus stratégiques en Afrique de l'Ouest, contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire, à l'emploi rural et aux économies nationales. Et pour rappel, ce projet vise 04 pays, notamment le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina et le Togo. Et la représentante du Togo à cette formation, Mme Lene Nanie, de soutenir que l'objectif de celle-ci, c'est d'arriver à avoir de la production en semences de qualité, ce qui selon elle garantirait une bonne production en paddy. « Comme la semence est la base de la production du paddy, il est clair que si nous n'avons pas de semences de qualité, nous n'aurons pas aussi du riz de qualité. Donc la finalité, c'est de réduire au maximum l'importation du riz, en garantissant maintenant de grands rendements du riz local. Parce que si on travaille sur la semence, cela va agir sur le rendement et on pourra facilement réduire les importations de riz au niveau sous-régional », a-t-elle indiqué. Idem aussi pour le représentant de la Côte d'Ivoire, Mamadou Diaby qui dira que la semence de qualité est un élément fondamental de la riziculture et de la souveraineté alimentaire. « Quand on parle de la souveraineté alimentaire, il faut d'abord de la semence de qualité que nous devons mettre à la disposition des producteurs, et de ce fait nous pourrions atteindre la souveraineté alimentaire », a-t-il déclaré. Cet atelier de formation sera clôturé par une évaluation des connaissances et des compétences ; des plans d'action individuels et collectifs ; une évaluation de la préparation pour le démarrage d'entreprises semencières entre autres.

YVES TENDENG

aux
des
insti
tution
« Sp
crati
ses
forc
sén
cor
noi
ré
ct

PREMIÈRE ÉDITION DES BANLIEUE SMART DAYS

Les talents mis en lumière, accompagnés et valorisés

C'est sous le thème « repenser le développement des banlieues à l'ère du New Deal technologique », que s'est ouvert la première édition des Banlieue Smart Days.

« Repenser l'avenir des banlieues à l'ère du New Deal technologique », ce thème reflète la vision profonde qui nous anime celle d'un Sénégal où chaque territoire, sans exception, participe pleinement à la transformation numérique nationale. La banlieue n'est pas un espace périphérique. Elle est un cœur battant du pays, un vivier d'initiatives, un lieu où se mêlent créativité, énergie et résilience. Ici, vivent des milliers de jeunes talents qui innovent, qui créent et qui rêvent, même lorsque les conditions ne sont pas toujours favorables. Notre responsabilité, en tant que ministère en charge de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, est de veiller à ce que ces talents soient mis en lumière, accompagnés et valorisés. L'avenir numérique du Sénégal ne peut se construire sans la banlieue, et encore moins en dehors d'elle. Cet événement, les Banlieue Smart Days, en est une belle illustration », a déclaré d'emblée Mouhamed Ciré Sy, qui représentait le ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique. « Les débats portent sur des sujets essentiels tels que la cybersécurité, l'éthique digitale, la production technologique locale et

l'appropriation communautaire du numérique. Des centaines de jeunes auront également l'occasion d'accéder à des formations pratiques et utiles, capables d'ouvrir des portes vers les métiers du futur. Et grâce au concours Banlieue Smart Genius, les meilleures idées pourront se transformer en solutions concrètes au service de la communauté. C'est là tout le sens du New Deal technologique », a ajouté Mouhamed Ciré Sy.

A l'en croire, le ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique travaille au développement de programmes de formations et développe des dispositifs d'accompagnement pour les startups et les entrepreneurs de la banlieue à travers la Startup Act qui est sur son site web. « Le New Deal technologique n'est pas un slogan. C'est un mouvement national. Et ce mouvement a besoin de talents qui transformeront le Sénégal. Les solutions qui feront avancer nos communautés émergeront des idées. Notre rôle, au ministère, est de vous ouvrir les portes, de créer les conditions favorables, de vous accompagner avec engagement et de veiller à ce que la banlieue devienne un acteur central de l'économie numérique », a-t-il conclu.

Massiré Sarr

UCAD

MALGRE LA REPRISE DES COURS

Les étudiants toujours sur le qui-vive

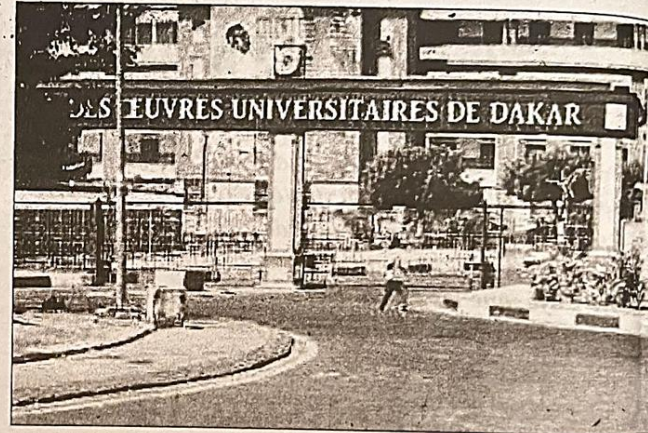
Après plusieurs semaines de manifestations et d'affrontements avec les forces de l'ordre, les étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad) de Dakar ont repris les activités pédagogiques. Pour eux, cette pause n'est pas un abandon des revendications, mais une nouvelle stratégie face à l'Etat et aux négociations en cours sur le paiement des bourses.

C'est l'accalmie à l'université de Dakar. Après des semaines de tensions entre étudiants, autorités universitaires et forces de l'ordre, la quiétude est de retour au temple du savoir. Les étudiants ont repris le chemin des amphithéâtres après que la Direction des bourses a sorti, depuis le 11 décembre dernier, le chéquier pour payer. Malgré ce décaisse-

ment, des étudiants sont sur le qui-vive. Selon Moussa Boye, étudiant en Licence 3 de Science politique, la reprise des activités pédagogiques ne rassure pas pour autant les étudiants. Il souligne que les étudiants sont pessimistes sur le règlement définitif du problème des bourses par l'actuel gouvernement. «Le Premier ministre, lors de son passage à l'Assemblée nationale, avait indiqué que l'Etat ne comptait pas s'endetter, comme le faisaient les régimes précédents, pour payer les bourses dans l'urgence», souligne M. Boye. Il souligne que cette déclaration alimente le doute chez les étudiants. Lui emboitant le pas, Bamba Fall, étudiant en troisième année de science politique et président de l'Amicale des étudiants des Parcelles Assainies, affirme que la suspension du mot d'ordre ne signifie pas un abandon des revendications. «Les étudiants sont en alerte. Ils n'admettent plus qu'il y ait de retard. La bourse est indispensable à leur survie quotidienne et à la poursuite de leurs études», soutient-elle.

Pour l'étudiant, Souleymane Diamanka, la reprise des activités pédagogiques ne signifie nullement la fin de la crise entre les étudiants et l'Etat.

«Malgré l'accalmie, la situation reste marquée par une forte incertitude, notamment sur la question du paiement durable des bourses. Les étudiants ont fait preuve de compréhension face à une conjoncture économique difficile. Mais, cette attitude ne peut être interprétée comme une résignation», soutient l'étudiant Diamanka.



A l'Ucad, les étudiants sont toujours en alerte malgré le paiement partiel des bourses

Ce dernier rappelle que les autorités actuelles qui sont même issues de l'université sénégalaise, connaissent parfaitement les réalités de la vie estudiantine et elles devraient, à ce titre, faire de l'Enseignement supérieur une priorité. Souleymane Diamanka souligne également que le changement de méthode observé dans la lutte étudiante ne traduit pas une faiblesse, mais une stratégie d'attente. Il avertit que si aucune solution concrète et définitive n'est trouvée, les tensions pourraient ressurgir. Il est renforcé dans son argumentaire par Fallou Diop, président de l'Amicale des étudiants de

Darou Salam. Il indique que la suspension du mot d'ordre de grève relève avant tout d'un choix stratégique. Il rappelle que l'université est régulièrement marquée par des mouvements de protestation et que, récemment, des étudiants de Master sont descendus dans la rue pour réclamer leurs droits. Selon lui, la décision du collectif de suspendre les manifestations est intervenue après les menaces des autorités de fermer à la fois le campus social et le campus pédagogique en cas de poursuite des grèves.

Ndèye Namsa NDIAYE
(Stagiaire)

Enseignement privé : 91 % des écoles évoluent sans reconnaissance officielle au Sénégal (CAPEP)

Pressafrik
18 décembre 2025

Dakar a accueilli ce jeudi, une journée nationale décisive pour l'avenir de l'enseignement privé. Le Conseil des Acteurs et Partenaire de l'Enseignement privé (CAPEP) et le Cabinet Osmose Audit & Conseils ont scellé un partenariat pour sortir 5 200 établissements de l'informel.

Le constat dressé lors de cette rencontre est sans appel. Au Sénégal, l'enseignement privé représente 40 % de l'offre éducative, mais il évolue dans une précarité administrative alarmante.



[Lire la suite](#)

Passation de service entre les ministères de l'Éducation nationale et des Infrastructures

Une cérémonie de passation de service s'est tenue ce jour, entre le ministre de l'Éducation nationale et le ministre des Infrastructures, actant le transfert de la Direction des constructions scolaires au ministère des Infrastructures.



Leral.net
18 décembre 2025

APS
18 décembre 2025

Une session de formation sur l'éducation inclusive s'est ouverte mercredi au lycée Djignabo Bassène de Ziguinchor (sud), à l'initiative de SHC-INEFJA, en vue de renforcer les capacités des enseignants dans l'accompagnement des élèves déficients visuels, a constaté l'APS.

Cette formation, qui s'achève vendredi, réunit 24 professeurs du lycée Djignabo Bassène et du CEMT de Ziguinchor.



[Lire la suite](#)

La bourse d'études Yango Fellowship est lancée au Sénégal aux côtés de cinq pays africains pour former la prochaine génération de leaders STIM

Former des talents africains capables d'inventer les solutions de demain : c'est l'ambition portée par le Yango Fellowship, un programme d'accompagnement dédié aux étudiants en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM). Déployé au Sénégal aux côtés de cinq autres pays africains — la Côte d'Ivoire, la Zambie, le Mozambique, l'Éthiopie et le Ghana —, le Fellowship s'inscrit dans une dynamique panafricaine qui mise sur le potentiel de la jeunesse pour répondre aux défis économiques et sociaux du continent.



[Lire la suite](#)

Seneweb
18 décembre 2025

Le Lycée André Peytavin sacré grâce à une invention agricole 100 % locale

Le Lycée Technique André Peytavin de Saint-Louis a remporté le 1er prix national de la Formation professionnelle et technique lors de la Journée de l'Excellence organisée à Dakar dans le cadre du Projet de Formation et d'Insertion (PFPI), appuyé par EDC-Sénégal et la Mastercard Foundation, en partenariat avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle.



[Lire la suite](#)

Le CESTI célèbre ses 60 ans avec une conférence internationale sur le journalisme en Afrique

lesoleil.sn
18 décembre 2025

À l'occasion de ses 60 ans, le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) organise une conférence internationale de deux jours (17 et 18 décembre) à la Maison de la presse Babacar Touré, centrée sur le thème « Journalisme, démocratie et mutations numériques : quel avenir pour l'information fiable en Afrique ? ». Des experts, journalistes et étudiants ont échangé sur les enjeux de l'information fiable à l'ère numérique.



[Lire la suite](#)

La Senelec réaffirme son engagement en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes

APS

18 décembre 2025

Le directeur général de la Société nationale d'électricité (Senelec), Papa Toby Gaye, a réaffirmé jeudi l'engagement de l'entreprise publique à accompagner les élèves, étudiants et jeunes talents vers l'insertion professionnelle.

“A l'endroit des élèves qui sont là, des professeurs, je voudrais réaffirmer l'engagement de Senelec à vous accompagner”, a-t-il dit lors de la journée dédiée à la Senelec à la Foire internationale de Dakar (FIDAK), sur le thème “Le mix énergétique : moteur de la souveraineté et du développement durable du Sénégal”.



[Lire la suite](#)

Une dizaine de techniciens sénégalais formés aux systèmes solaires photovoltaïques de la CEDEAO, selon l'ANER



L'Agence nationale pour les énergies renouvelables (ANER) du Sénégal annonce avoir formé récemment une dizaine de techniciens à l'installation des systèmes solaires photovoltaïques hors-réseau de la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.



La formation dispensée aux techniciens sénégalais fait partie du programme de certification régionale des installations solaires photovoltaïques hors-réseau, mis en œuvre par le ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, par le biais de l'ANER, selon un communiqué de ladite agence.

[Lire la suite](#)

APS
18 décembre 2025

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE JOURNALISME

Le CESTI analyse les défis d'un métier en mutation

Dans le cadre de la célébration de ses 60 ans d'existence, le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) a organisé une conférence internationale sur le thème «Journalisme, démocratie et mutations numériques : quel avenir pour l'information fiable en Afrique ?». Une rencontre scientifique et professionnelle qui se veut un cadre de réflexion approfondie sur les transformations profondes que connaît le journalisme, à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle (IA).



D'emblée, Mamadou Ndiaye, enseignant en Sciences de l'information et Directeur du CESTI, campe le débat. Il indique que cette initiative s'inscrit dans la continuité de la mission historique de l'institution, créée en 1965 et dédiée à la formation des journalistes africains. «Le CESTI s'intéresse depuis toujours à la formation en journalisme, mais nous avons constaté une mutation profonde du paysage médiatique, au Sénégal

comme à l'échelle mondiale», a-t-il souligné. Le Directeur du CESTI rappelle que la pratique journalistique a connu plusieurs ruptures majeures, depuis l'usage des outils traditionnels jusqu'à l'avènement d'Internet, qui a profondément transformé les méthodes de production et de diffusion de l'information. Aujourd'hui, l'émergence de l'intelligence artificielle générative, notamment depuis la création d'outils comme ChatGPT, en

«Ces outils sont utilisés aussi bien par les journalistes que par des acteurs engagés dans la fabrication de fausses nouvelles. Il devient alors nécessaire de s'arrêter pour questionner l'évolution du métier et ses relations avec les différents pouvoirs, qu'ils soient politiques ou sociétaux», a-t-il expliqué. C'est dans cette perspective que le CESTI a jugé opportun de clôturer les festivités marquant son 60^e anniversaire par une conférence internationale,

ouverte non seulement au Sénégal, mais à l'ensemble du continent africain. L'objectif est de réunir enseignants, chercheurs, professionnels des médias et partenaires afin de définir collectivement les problématiques majeures qui affectent aujourd'hui le journalisme.

HUIT PANELS AUTOUR D'ENJEUX CRUCIAUX POUR L'AVENIR DE L'INFORMATION FIABLE EN AFRIQUE

La conférence inaugurale a été prononcée par le Pr Ndiaga Loum, marquant le coup d'envoi de deux journées d'échanges (les 17 et 18 décembre 2025) structurées autour de huit panels. Ces discussions portent notamment sur l'intelligence artificielle (IA), le financement des médias, la liberté de la presse, la protection du journaliste, ainsi que d'autres enjeux cruciaux pour l'avenir de l'information fiable en Afrique.

Interrogé sur la nécessité d'accompagner les médias traditionnels dans la lutte contre la désinformation, Mamadou Ndiaye a insisté sur l'adaptation continue du CESTI face aux mutations du secteur. «Dès 2007,

nous avons intégré le "webjournalisme" et les pratiques du "blogging" dans notre offre de formation, afin de permettre aux journalistes d'interagir avec l'espace numérique», a-t-il relevé. Mieux, récemment, l'institution a franchi un nouveau cap en intégrant un enseignement dédié à l'intelligence artificielle.

Pour le directeur du CESTI, l'enjeu est clair : «Il s'agit de faire comprendre aux journalistes que l'intelligence artificielle n'est qu'un outil, qui doit être utilisé conformément aux orientations éditoriales des rédactions». Toutefois, il estime que le principal défi pour les écoles de journalisme reste l'élaboration d'une charte d'utilisation de l'IA, fondée sur les règles déontologiques et les principes éthiques du métier. Au terme de cette conférence internationale de deux jours, les différents acteurs du secteur formuleront des recommandations destinées à l'ensemble de l'écosystème médiatique. Ces propositions, issues des échanges avec les partenaires et les professionnels, devraient contribuer à renforcer un journalisme responsable, crédible et adapté aux mutations numériques en Afrique.

Ousmane GOUDIABY

■ ENSEIGNEMENT

L'intégration de l'intelligence artificielle au menu d'un symposium

Pointe Sarène abrite, depuis hier, un symposium continental sur la recherche et l'innovation en éducation. Initiée par le mécanisme de partage des connaissances et d'innovations (Kix en anglais), une initiative conjointe du partenariat mondial pour l'éducation (Gpe) et du Centre de recherche pour l'éducation et le développement international (Crdi), la rencontre de trois jours va plancher sur les enjeux de l'intelligence artificielle dans les systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne.

Pointe Sarène, sur la petite côte, abrite, depuis hier, un symposium sous régional sur l'intégration de l'Intelligence artificielle (Ia) dans les systèmes éducatifs des pays d'Afrique. La rencontre réunit plus de 80 acteurs venus des différents pays d'Afrique subsaharienne. On peut citer, entre autres, des points focaux du programme Partage de connaissances et d'innovations du Partenariat mondial pour l'éducation (Gpe Kix en anglais), des représentants des ministères de l'Éducation, des chercheurs, des universitaires, ainsi que des organisations d'enseignants.

Placé sous le thème : « Développement professionnel des enseignants en Afrique subsaharienne

à l'ère de l'Intelligence artificielle (Ia) : enjeux et perspectives pour la recherche en éducation », le symposium a pour objectifs d'analyser notamment les effets actuels et potentiels de l'Ia sur le développement professionnel du personnel enseignant en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur les réalités locales, les inégalités numériques et les opportunités d'innovation contextualisée. Mais aussi, d'explorer les transformations induites par l'Ia dans les pratiques éducatives et identifier les conditions nécessaires à une intégration éthique, équitable et culturellement pertinente de ces outils dans les apprentissages. À l'ouverture des travaux, Marie-Gloriose Ingabire, directrice

régionale du Centre de recherches pour le développement international (Crdi), a souligné qu'à l'instar d'autres innovations, l'intelligence artificielle a entraîné une transformation profonde de notre rapport à l'enseignement et à l'apprentissage. Ce symposium, dit-elle, arrive à point nommé pour accompagner l'adoption de l'Ia et des technologies afin de renforcer les systèmes éducatifs en Afrique.

Venu présider l'ouverture de la rencontre, le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Papa Malick Ndao, a mis l'accent sur le rôle essentiel de la recherche et des données scientifiques dans l'élaboration de politiques éducatives en Afrique, surtout dans ce contexte marqué par le développement du numérique et l'émergence rapide des technologies. Il est revenu sur les actions en cours au Sénégal. Notre pays, a-t-il indiqué, a déjà commencé à intégrer la technologie et l'intelligence artificielle dans le secteur éducatif.

Pape Coly NGOME

LA 2ÈME ÉDITION DU GRAND-PRIX DE LA CEDEAO POUR CASA CÉLÉBRÉE À ZIGUINCHOR

Ramatoulaye Bodian du lycée de Marsassoum lauréate du 1er prix du niveau lycée



Ziguinchor a vibré sous les sons, voix, et rythmes des slameurs lors du concours africain de slam et d'art, tenu ce Mercredi 17 Décembre 2025, à la place Bambaya de Ziguinchor. C'est avec les niveaux collèges, lycées et l'international.

En effet la lauréate du 1er prix niveau lycée se nomme Ramatoulaye Bodian du lycée de Marsassoum. Et celle du 1er prix collègue, est Dior Mboup du Cem Soucoupapaye. Pour l'international, le 1er prix niveau international, Sénégal vs Côte-d'Ivoire,

Ledigne Bouabré de la Côte d'Ivoire a été le lauréat.

Une activité qui entre dans le cadre de la 18 ème édition du Festival KOOM-KOOM qui a lieu du 15 au 21 Décembre 2025, à Ziguinchor avec comme partenaire la CEDEAO. Le projet "CASA" est un concours interafricain de slam et d'art, visant à promouvoir la créativité, l'expression artistique et l'intégration culturelle dans l'espace CEDEAO.

Le thème de cette édition s'intitule: "Des États aux Peuples".

Ernest Salomon Yato alias Arobase (@), coordinateur du projet CASA, concours africain de slam

et d'art, d'expliquer que c'est un concours inter-scolaire. Qui commence à la base par des formations de jeunes dans le domaine du slam, de la prise de parole en public, du développement personnel. "Et ces formations aboutissent à une compétition. Donc dans chaque école où nous passons, nous faisons une présélection et le vainqueur représente l'école lors du festival Koom-koom. Et c'est pendant le festival que la finale s'organise avec les gagnants des différentes écoles avec des compétitions pour gagner le grand prix de la CEDEAO", a-t-il informé.

Selon lui, la pertinence du thème réside dans le fait qu'on est en Afrique. Et quand on parle d'elle, on parle de peuples, de solidarité. "Mais ce qu'on cherche le plus c'est l'ouverture dans l'enracinement. On appelle vraiment à l'unité africaine. Que nous soyons tous une seule et même voix pour construire notre futur commun", a-t-il affirmé.

La représentante du bureau national de la CEDEAO, Aïssatou Guéye madame Ndiaye, de préciser que ce festival Koom-koom n'est plus un espace culturel, mais un espace où la jeunesse de Ziguinchor, met sa créativité, son énergie et sa capacité à faire de la peinture, d'outil de paix et de rassemblement.

Elle a tenu à féliciter tous les administrateurs et les slameurs et slameuses, qui ont participé au concours. "Vous avez prouvé vraiment que l'art peut porter des messages forts et toucher les consciences. Non sans ajouter que le prix de la CEDEAO est une étape et pas un aboutissement. "Donc continuez à écrire, à slamer et à faire entendre votre voix. La CEDEAO croit en vous et vous encourage", a-t-elle revigoré les candidats et candidates.

Ibrahima GOUDIASY

L'EVIDENCE

Quotidien d'In

Kaffrine, 25 cas de grossesses précoces en milieu scolaire en 2024-2025

Senepius
19 décembre 2025

Vingt-cinq cas de grossesses précoces en milieu scolaire ont été enregistrés dans la région de Kaffrine (centre) au cours de l'année scolaire 2024- 2025, a appris l'APS jeudi du point focal et coordonnateur du Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population (GEEP), Wandyfa Mané.

“La région de Kaffrine occupe la quatrième position parmi celles ayant les taux les plus bas, avec 25 cas de grossesses enregistrés en milieu scolaire” en 2024- 2025, a-t-il notamment indiqué...

[Lire la suite](#)



Cinq startups primées pour leurs innovations technologiques à faible empreinte écologique

Le projet “Promouvoir l’innovation en matière de technologies propres pour l’action climatique au Sénégal” dénommé CleanTech Sénégal, a récompensé, jeudi, cinq startups sénégalaises pour leurs innovations et solutions technologiques à faible empreinte écologique, dans des secteurs stratégiques.



[Lire la suite](#)

Leral.net
19 décembre 2025

Dakar Job Dating : Entrepreneurs et investisseurs saluent un salon au cœur des enjeux de l'emploi des jeunes

seneweb
19 décembre 2025

Organisé au Grand Théâtre National, le Salon Dakar Job Dating s'est imposé comme l'un des rendez-vous majeurs dédiés à l'employabilité et à l'entrepreneuriat au Sénégal. À travers des panels, rencontres professionnelles et échanges directs avec les recruteurs, l'événement a réuni acteurs du secteur privé, investisseurs et porteurs de projets autour d'un objectif commun : offrir des perspectives concrètes à la jeunesse sénégalaise.



[Lire la suite](#)

■ ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Un programme national va formaliser 5 200 écoles

Le Conseil des acteurs et partenaires de l'enseignement privé (Capep) en partenariat avec le cabinet Osmose audit et conseil a procédé, hier, à Dakar, au lancement d'un vaste Programme national de formalisation du secteur de l'enseignement privé (Pnfep). Objectif : formaliser 5.200 écoles privées de l'élémentaire et du moyen secondaire.

Un Programme national de formalisation du secteur de l'enseignement privé (Pnfep) a été lancé, hier, en présence des chefs d'établissement et de nombreux acteurs du secteur. Porté par le Conseil des acteurs et partenaires de l'enseignement privé (Capep), il vise à formaliser 5.200 écoles de l'Élémentaire et du Moyen secondaire à l'échelle nationale, mais aussi de faciliter leur accès au financement. L'initiative prendra également en compte les volets fiscal et social des établissements privés. Selon, Amadou Arame Diagne, directeur du cabinet Osmose audit et conseils, 91% des écoles privées

au Sénégal ne sont pas reconnues par l'État, malgré les récépissés dont elles disposent. Il estime que ce programme qui vient d'être lancé permettra de changer cette donne et offrir à ces établissements la possibilité de bénéficier d'investissements bancaires et d'assurer la couverture sociale de leur personnel.

M. Diagne rappelle que ce sous-secteur de l'enseignement doit être davantage pris en compte par les autorités étatiques, car elle emploie plus de 40.000 personnels enseignants, administratifs et techniques. Aussi, plus de 2 millions d'enfants y sont enrôlés. « Avec

ce nouveau programme, les établissements privés seront mieux structurés et bénéficieront d'une meilleure traçabilité des données », a-t-il indiqué, précisant que la formalisation va débiter par une conformité comptable. « Cela permettra de disposer d'un état financier qui peut être mis à la disposition des banques pour d'éventuels prêts bancaires », a ajouté Amadou Arame Diagne. Le président du Conseil des acteurs et partenaires de l'enseignement privé (Capep), Abass Ndour, invite les acteurs du sous-secteur à s'approprier le pro-



91% des établissements d'enseignement privé au Sénégal sont dans l'informel, selon les statistiques.

gramme. « En se formalisant, l'école a un statut, une reconnaissance juridique, mais aussi plu-

sieurs opportunités d'investissement », a souligné M. Ndour.

Maguette Guèye DIEDHIOU

Kaffrine : 25 cas de grossesses précoces en milieu scolaire en 2024-2025

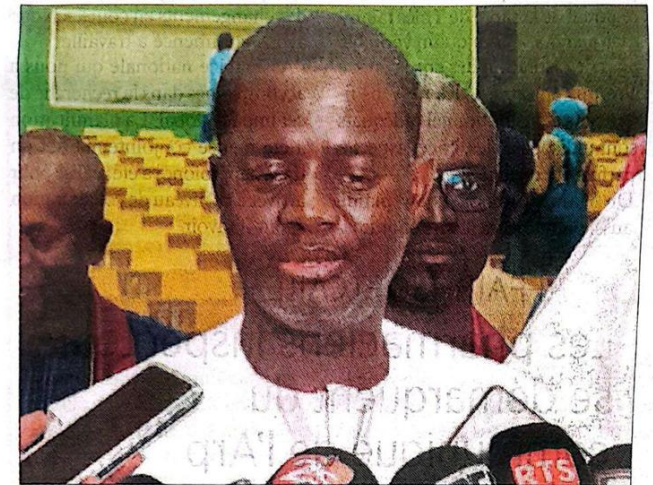
APS- Vingt-cinq cas de grossesses précoces en milieu scolaire ont été enregistrés dans la région de Kaffrine au cours de l'année scolaire 2024-2025, a appris l'APS du point focal et coordonnateur du Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population (Geep). Wandyfa Mané. « La région de Kaffrine occupe la quatrième position parmi celles ayant les taux les plus bas, avec 25 cas de grossesses enregistrés en milieu scolaire en 2024-2025 », a-t-il notamment indiqué au cours d'une rencontre de partage des outils de collecte des données recensées durant une année dans les seize académies du Sénégal. Cette rencontre de partage du rapport de l'Observatoire sur les grossesses en milieu scolaire a été présidée par Ibrahima Sarr, secrétaire général de l'inspection d'académie de Kaffrine. L'inspecteur de l'enseignement moyen secondaire, Aly Lom, des représentantes des élèves, des

principaux d'établissements scolaires, ainsi que des structures partenaires, dont Action éducative en milieu ouvert (Aemo), une structure déconcentrée du ministère de la Justice, ont pris part à cette rencontre. Selon le coordonnateur régional adjoint du Geep de Kaffrine, parmi les cas recensés figurent également des élèves mariées inscrites dans les établissements scolaires.

« Face à cette situation, la prévention des grossesses précoces en milieu scolaire nécessite une approche multisectorielle impliquant l'école, la famille, la communauté et les services de santé », a indiqué M. Mané. Il a insisté, à ce propos, sur l'importance d'une éducation sexuelle adaptée à l'âge, la sensibilisation des élèves et des parents, la promotion de l'égalité de genre, ainsi que de la mise en place de mécanismes de protection et de réintégration scolaire des filles enceintes.

■ SOCIÉTÉ DE PHYSIQUE DU SÉNÉGAL

Le Pr Senghane Mbodji élu président



Pr Senghane Mbodji, enseignant-chercheur à l'Uad.

Le professeur Senghane Mbodji, enseignant-chercheur à l'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb) a été élu président de la Société de physique du Sénégal (Sps), renseigne un communiqué reçu de la cellule communication de l'Université. Selon le document, le Pr Mbodji a été porté à la tête de cette structure à l'issue du renouvellement de son bureau, le samedi dernier, à l'Université Assane Seck de Ziguinchor (Uasz). Il succède, à ce poste, le Pr Oumar Kâ, de la Faculté des sciences et techniques de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad), qui a dirigé la société durant six ans, conformément aux statuts de la Sps.

La Société de physique du Sénégal (Sps), renseigne la source, est un cadre fédérateur des enseignants-chercheurs en physique du Sénégal. Elle encourage, entre autres missions, le bénévolat et le service à

la communauté scientifique et éducative, a-t-on indiqué. « La Sps a également contribué à la création et au fonctionnement de la Société ouest-africaine de physique (Soaphys), qui regroupe les sociétés savantes du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Togo et, récemment, de la Mauritanie », note le document. « Créée en 2017, la Soaphys est devenue un instrument d'intégration régionale, de diplomatie scientifique et de valorisation de la recherche en physique en Afrique de l'Ouest », a-t-on rappelé, en soulignant que « la nouvelle équipe dirigeante de la Société de physique du Sénégal entend pérenniser les acquis, élargir la base des membres, renforcer l'organisation interne de la société et travailler à l'instauration d'une autonomie financière durable ».

Seydou Prosper SADIO

Souveraineté alimentaire : Le numérique pour atteindre les objectifs

Il faut s'appuyer sur le numérique pour une souveraineté alimentaire. Cette phrase est revenue dans les discussions, hier, lors d'un débat organisé dans le cadre

du Forum des sciences et de l'innovation. Placé sous le thème : «Numérique et sciences agronomiques : enjeux pour une souveraineté alimentaire au Sénégal», cette rencontre a servi de tribune à des enseignants-chercheurs pour dissertar sur l'apport du numérique. *«L'agriculture et le numérique contribuent seuls à 25 % du Pib du Sénégal. Ce qui veut dire que ce sont deux secteurs extrêmement importants pour l'économie du pays et pour le développement du pays. Pour atteindre la souveraineté alimentaire, il nous faut impérativement concilier les deux domaines»*, souligne Dr Lamine Sané, directeur de l'Agence nationale de la recherche scientifique appliquée (Anrsa).

Selon lui, le numérique, avec l'industrie 4.0, marquée par l'Intelligence artificielle (Ia) et l'internet des objets sont des outils à utiliser pour développer l'agriculture. Pour Dr Sané, le numérique devrait être un support intéressant et incontournable pour la majorité des personnes qui pratiquent l'agriculture. Ces personnes, dont beaucoup ne sont pas instruites, mais appelées à utiliser de la haute technologie, doivent avoir des éléments qui peuvent leur faciliter l'utilisation et la compréhension des outils pour le développement de l'agriculture. *«On peut relever les défis de l'autosuffisance alimentaire. Il faut une approche intégrée pour atteindre cet objectif»*, renchérit Pr Samba Diaw de l'Ecole supérieure polytechnique de l'Ucad (Esp). **Salif KA**

Enseignement supérieur : Le Pr Massamba Diouf de l'ANAQ-Sup reconduit à la tête d'instances africaines stratégiques

lesoleil.sn
19 décembre 2025

Le professeur Massamba Diouf, secrétaire exécutif de l'Autorité nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur (Anaq-Sup), a été reconduit à la présidence du Bureau du Comité de la Convention africaine de reconnaissance des qualifications, dite Convention d'Addis-Abeba, à l'issue de rencontres statutaires tenues à Marrakech, selon un communiqué reçu ce vendredi.



[Lire la suite](#)

lesoleil.sn

19 décembre 2025

Une vieille doléance vient d'être réalisée à Mbour. Le département abrite désormais une inspection d'académie. L'annonce est faite par le décret présidentiel n°2025-2201, portant création d'inspections d'académie. La nouvelle IA de Mbour va couvrir les inspections de l'éducation et de la formation (Ief) de Mbour 1, de Mbour 2 et de Sindia. Selon le rapport de présentation du ministère de l'éducation nationale, cette démarche s'inscrit dans la processus de territorialisation de la politique d'éducation et de formation.



[Lire la suite](#)

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Le gouvernement béninois a décidé de déployer le télé-enseignement en vue de moderniser les méthodes d'apprentissage dans les trois niveaux du système éducatif national, à savoir l'enseignement maternel et primaire, l'enseignement secondaire et technique, y compris la formation professionnelle, ainsi que l'enseignement supérieur, selon un communiqué gouvernemental.



[Lire la suite](#)

L'observateur du
Maroc
19 décembre 2025

VIE ETUDIANTE



Païement des réclamations de bourses 2024-2025 : Les étudiants concernés seront payés dès ce vendredi

APS
19 décembre 2025

Des étudiants du campus de Khelcom de l'Université du Sine-Saloum El Hadji Ibrahima Niass (USSEIN) ont fait face, jeudi, à la presse pour alerter sur leurs conditions d'études qu'ils jugent "précaires".



"A travers cette rencontre avec les médias, nous avons voulu alerter l'opinion publique nationale sur nos conditions d'études précaires et, plus particulièrement sur la suppression injustifiée des rappels de bourse d'un montant de 515 000 francs CFA destinés à chaque étudiant de la sixième promotion", a expliqué leur porte-parole, Sidy Sow, président de la commission sociale dudit campus.

[Lire la suite](#)

ILS ONT PARLE DE NOUS



■ PROGRAMME FORCE-N DE L'UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE CHEIKH HAMIDOU KANE

Plus de 58 900 jeunes formés aux métiers du numérique en trois ans



Les opportunités du programme Force-N ont été exposées au grand public à la mythique Place de l'Obélisque.

Le programme Force-N, porté par l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk), en partenariat avec la Fondation Mastercard, affiche déjà un bilan probant. Lancé en 2022, il a réussi à former plus de 58.900 jeunes aux métiers du numérique et faciliter l'insertion professionnelle de plus de 55.000 d'entre eux, a-t-on indiqué, hier, au lancement des Journées portes ouvertes dudit programme (Jpo), à Dakar.

Former, orienter et insérer les jeunes dans les métiers du numérique. Telle est l'ambition affichée par le programme Force-N, dont les Journées portes ouvertes nationales se sont ouvertes, hier, à Dakar, à la Place de l'Obélisque, avec une forte mobilisation de l'écosystème éducatif, institutionnel et privé.

Lancée en 2022, l'initiative portée par l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk) en partenariat avec la Fondation Mastercard, s'est progressivement imposée comme l'un des programmes phares de l'employabilité et d'insertion des jeunes aux métiers du numérique au Sénégal.

À ce jour, plus de 58.900 jeunes ont été formés dans divers métiers du numérique. Parmi eux, 55.179 ont pu accéder à un emploi ou amélioré leur insertion professionnelle, tandis que 138.000 élèves et étudiants ont été sensibilisés à la culture scientifique et numérique sur l'ensemble du territoire. Ces résultats rendus publics, hier, par les responsables du programme, justifient l'engouement observé à la Place de l'Obélisque, ex-Place de la Nation, où des centaines de jeunes ont pris part aux activités.

Pour l'Université numérique, Force-N s'inscrit pleinement dans ses missions. Représentant le recteur, la

cheffe de la division du développement et des opérations, Henriette Diop Dièye, a souligné que le programme pose des actes forts dans le renforcement des compétences des jeunes, leur permettant d'intégrer les secteurs productifs de l'emploi ou de l'auto-emploi. Elle a également mis en avant la sensibilisation précoce aux sciences et au numérique, notamment dans les cycles moyen et secondaire, à travers des activités de vulgarisation et la mise à disposition de matériel informatique.

Un tremplin à l'auto-emploi

Les journées portes ouvertes ont ainsi permis de présenter les opportunités offertes par Force-N. On peut citer notamment, les formations gratuites, l'accompagnement à l'emploi, l'appui à l'entrepreneuriat et l'immersion dans les technologies émergentes. « C'est une occasion unique pour les jeunes et pour tout apprenant de mieux

connaître les avantages qu'offre le numérique dans ce monde de transformation digitale », a-t-elle affirmé, invitant les participants à tirer profit des ateliers et animations proposés. Partenaire stratégique du programme, la Fondation Mastercard mise sur une approche participative. Son représentant, Tamba Ngom, a insisté sur le fait que les jeunes ne sont pas que des bénéficiaires, mais des participants. Il a rappelé l'ambition de la Fondation de permettre à 30 millions de jeunes africains d'accéder à des emplois dignes, dont 6,2 millions dans la zone Uemoa et plus de 1,5 million au Sénégal. Selon lui, Force-N a déjà atteint une vitesse de croisière remarquable. « À la fin de l'année 2025, le programme a presque atteint les objectifs fixés pour 2026-2027 », a-t-il déclaré, estimant que cette dynamique ouvre la voie à des ambitions plus élevées en matière de création d'emplois, dans un contexte où près de 300.000 jeunes

arrivent chaque année sur le marché du travail.

Directeur des programmes de Force-N, Seydina Moussa Ndiaye a, pour sa part, mis en avant l'approche dudit programme. Celle-ci, dit-il, est fondée sur les compétences et les projets. « Nous offrons aux jeunes tout un parcours d'accompagnement, de la formation à l'insertion, en travaillant étroitement avec le secteur privé », a-t-il expliqué. Il n'a pas manqué de souligner l'importance des mentors et des professionnels mobilisés aux côtés des équipes pédagogiques pour l'encadrement des jeunes.

Pendant deux jours, les visiteurs pourront profiter des ateliers et panels pour se familiariser avec certains domaines du numérique tels que l'intelligence artificielle, la communication digitale, la création de contenus, la modélisation 3D et des plateformes d'apprentissage dans les sciences.

Daouda DIOUF

Plus de 58 900 jeunes formés aux métiers du numérique en trois ans

Pressreder
18 décembre 2025

Le programme Force-N, porté par l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk), en partenariat avec la Fondation Mastercard, affiche déjà un bilan probant. Lancé en 2022, il a réussi à former plus de 58.900 jeunes aux métiers du numérique et faciliter l'insertion professionnelle de plus de 55.000 d'entre eux, a-t-on indiqué, hier, au lancement des Journées portes ouvertes dudit programme (Jpo), à Dakar.



[Lire la suite](#)

ACTUALITÉ UN-CHK



Finale des hackathons locaux à l'ENO de Louga : le projet MALA remporte le premier prix

L'Espace numérique ouvert (ENO) de Louga a accueilli, le samedi 13 décembre 2025, la finale du tournoi des hackathons locaux organisé par l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), à travers la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), en partenariat avec le programme FORCE-N. Le projet MALA a été plébiscité à l'issue de la compétition.



unchk.sn
19 décembre 2025

[Lire la suite](#)

Première édition ECOFEST : l'UN-CHK au cœur du dialogue culturel et citoyen

unchk.sn
16 décembre 2025

L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) a participé à la première édition du Festival Ouest-africain des Arts et de la Culture (ECOFEST). Sous la coordination de la Commission de la CEDEAO et de l'UEMOA ainsi que du Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme du Sénégal, pays hôte, de riches panels ainsi que des tables-rondes de haut niveau se sont tenus autour du thème : « Mutations et crises politiques en Afrique de l'Ouest, que peut faire la culture ? ».



[Lire la suite](#)

Prolongation de la période de renouvellement des bureaux des clubs d'étudiants

L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), à travers la Direction des Espaces numériques ouverts, de la Vie étudiante et des Sports (DEVES), vous informe de la prolongation de la période de renouvellement des bureaux des clubs d'étudiants jusqu'au **vendredi 09 janvier 2026 à 17h00**.

Pour plus d'informations concernant leurs **critères de constitution et leur composition**, consulter le communiqué y afférent via [ce lien](#).

La liste des clubs pédagogiques et d'intérêts communs autorisés est inscrite dans le communiqué consultable [ICI](#).

Ouverture Éthique
Excellence
Engagement Proximité



Plus
d'informations

baio-membres@unchk.edu.sn



Scanner ici

[Plus d'infos ici](#)

Rentrée académique
2025 - 2026

Bienvenue
aux nouveaux
étudiants
de l'UN-CHK*

Préinscriptions
et Inscriptions :
du 10 novembre
au 22 décembre 2025

* Université numérique Cheikh Hamidou KANE

Mutuelle de Santé des Étudiants de l'UN-CHK

Adhésion

80%

5000 FCFA
par **an**

Souscription
dans les **ENO***

- ▶ pour **la consultation** dans les structures publiques
- ▶ pour **l'achat de médicaments** dans les pharmacies agréées

* Espace numérique ouvert

Plus d'informations :

✉ mutuelledesante@unchk.edu.sn



Scanner ici

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITES



Appel à candidatures pour le recrutement d'Enseignants-chercheurs à l'UN-CHK

L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) lance un appel à candidatures pour le recrutement d'Enseignants-chercheurs pour ses trois (3) pôles de formation :

- Pôle Lettres, Sciences humaines et de l'Education (**9 postes**) ;
- Pôle Sciences économiques, juridiques et de l'Administration (**11 postes**) ;
- Pôle Sciences, Technologies et Numérique (**13 postes**).

Pour plus de détails sur les postes à pourvoir et les pièces à fournir, consulter les fiches de poste de chaque pôle :

- [Pôle Lettres, Sciences humaines et de l'Education](#) ;
- [Pôle Sciences économiques, juridiques et de l'Administration](#) ;
- [Pôle Sciences, Technologies et Numérique](#).

Les dossiers de candidature doivent être déposés en ligne au plus tard le **15 décembre 2025 à 23h59**, à l'adresse suivante : <https://recrutement.unchk.sn>.

OPPORTUNITÉS

Intéressés par les métiers de l'Intelligence Artificielle et des Données ?

Pour candidater



incrivez vous gratuitement à notre
parcours d'accompagnement SIGUI

Lc.cx/SIG2511

100%
Gratuit

Cibles
jeunes de **-36
ans**

Candidatures féminines encouragées

FORCE
en élig et morale

 @forcensenegal

[Candidater ici](#)



APPEL À CANDIDATURES

Recrutement de la
4^{ème} promotion de doctorants

***Vous êtes titulaire d'un Master 2 (ou équivalent)
avec au moins la mention « Assez-bien » ? Vous
désirez préparer une thèse ?***

Dépôt des dossiers sur en ligne sur
<https://admission.unchk.sn/>
Date limite : lundi 05 janvier 2026 à 23h59mn



Pour plus d'informations : ecole.doctorale@unchk.edu.sn
+(221) 76 555 26 82 ou +(221) 76 637 27 89



Cliquez ici
pour plus d'infos



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



[Candidater ici](#)



Date limite : 20 décembre 2025

Programme Fulbright de Chercheurs Invités (Visiting Scholar Program) 2026-2027

Bureau des affaires éducatives et culturelles du Département d'État
américain (via la Commission Fulbright ou l'Ambassade des États-Unis
dans le pays du candidat)



Type : Internationale



Niveau : Professionnels, Post doctorat



Pays d'études : États-Unis

Date limite : 29 décembre 2025

Bourse de Recherche NEH (Post-doctorat, 12 mois) au Centre d'Histoire Juive (CJH)

Center for Jewish History (CJH) et National Endowment for the Humanities (NEH)



Type : Internationale



Niveau : Post-doctorat



Pays d'études : États-Unis

Date limite : 31 décembre 2025

Bourses ARTS (Allocations de Recherche pour une Thèse au Sud) - IRD

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)



Type : Internationale



Niveau : Doctorat (PhD)



Pays d'études : Sénégal



Durée : 36 à 42 mois

OPPORTUNITÉS

UCAD / Ecole Doctorale ETHOS : Ouverture des candidatures en Thèse pour les étudiants nationaux et internationaux

Informations sur la formation / concours

Entreprise Formatrice : UCAD/ETHOS

Type de formation : Formation

Description de la formation / concours

Ouverture des Candidatures en Thèse

Ecole Doctorale – Etude sur l’Homme et la Société – ETHOS informe les étudiants nationaux et internationaux titulaires d’un Master, DEA, ou d’un diplôme équivalent de l’ouverture du dépôt des dossiers de candidature en Doctorat dans les domaines suivants

Filières disponibles

- Sciences Sociales Appliquées au Développement (FLSH – IFAN)
- Éducation et Formation (FASTEF)
- Didactiques des Mathématiques (FASTEF)
- Société, Espace, Culture (FLSH – INSEPS)
- Société, Temps, Espace, Patrimoine (FLSH)
- Philosophie et Rationalité (FLSH)
- Sciences de l’Information, Documentation, Communication et Médias (CESTI/EBAD)
- Population, Développement et Santé (IPDSR)

Du 08 octobre 2025 au 31 janvier 2026

**APPEL À CANDIDATURES POUR L'ADMISSION EN MASTER
ANNEE ACADEMIQUE 2025-2026**

L'Institut Supérieur d'Economie et de Management (ISEM) lance un appel à candidatures pour l'admission en Master :

- **Master en Audit et Contrôle de Gestion (ACG) ;**
- **Master en Banque-Finance (BF) ;**
- **Master en Management de Projets (MP) ;**
- **Master en Gestion des Ressources Humaines (GRH) ;**

Durée de la formation : deux (02) ans

Conditions d'accès : être titulaire d'une licence en Sciences de Gestion, sciences Economiques ou tout autre diplôme admis en équivalence.

Coût de la formation pour la première année de Master : 801 500 FCFA

- Inscription : **200 000 FCFA**, comprenant les paiements du premier et du dernier mois (janvier et octobre) ;
- Mensualité : **75 000 FCFA / mois pendant 10 mois** ;
- Cotisation de l'amicale ISEM : **1500 FCFA/an**.

Modalités de candidature :

- ⚡ Dossier de candidature à déposer à l'UFR SEG auprès de l'assistante du Directeur de l'Institut Supérieur d'Economie et de Management (ISEM) ou l'antenne de l'UGB de Dakar, Sacré Cœur pyrotechnie, ou par mail à l'adresse suivante : isem@ugb.edu.sn, comprenant les pièces suivantes :
 - Demande adressée au Directeur de l'ISEM ;
 - Curriculum Vitae ;
 - Copie légalisée du diplôme de licence ;
 - Adresse complète (Téléphone, e-mail, Personne de contact) de l'organisation ayant délivré le diplôme de Licence présenté pour l'admission en master ;
 - Relevés de notes des Licences 1, 2 et 3 ;
 - Deux photos d'identité ;
 - Copie de la carte d'identité nationale.
- ⚡ Frais de dossier non remboursables d'un montant de dix mille (10.000) francs.

Dépôt de dossier : du 15 octobre 2025 au 06 janvier 2026 à 17H GMT.
Début des cours : 12 janvier 2026

Renseignements : E-mail : isem@ugb.edu.sn

Téléphone : (+221) 76 549 52 74

Le Directeur



15 OCT. 2025



N° 0002195

N° /MESRI/SG/DGRI/DFRSDT//fn

Dakar, le 31 OCT 2025

Le Ministre,

**APPEL A CANDIDATURE POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DE
RECHERCHE PAR LE FONDS D'IMPULSION DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (FIRST)
EDITION 2024-2025.**

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), dans le cadre du financement par le Fonds d'Impulsion, de la Recherche scientifique et technique (FIRST), lance l'appel à candidature de l'édition 2025 pour la soumission de projets de recherche.

Le financement par ce fonds est destiné aux :

- équipes et institutions sénégalaises de recherche publiques ou privées travaillant dans des domaines identifiés comme prioritaires ;
- acteurs des secteurs publics ou privés du Sénégal qui mènent des activités relatives à l'innovation technologique, l'expérimentation et la vulgarisation des résultats de la recherche.

1. Critères d'éligibilité :

1.1 Critères d'éligibilité des équipes de recherche

- les équipes de recherche doivent être constituées de chercheurs dirigés par un chercheur principal de nationalité sénégalaise ;
- les chercheurs doivent être rattachés à une institution de recherche basée au Sénégal ;
- le chercheur principal doit être titulaire d'un doctorat au minimum dans l'un des domaines ciblés par l'appel à projets.

SPHERE MINISTERIELLE, BATIMENT 01, DEUXIEME ETAGE, DIAMNIADIO
TEL. : +221 33 889- 81-47 EMAIL : sp.dgri@mesri.gouv.sn
BP: 36005, DAKAR, SÉNÉGAL

1.2 Critères d'éligibilité d'un projet

- être d'un domaine ciblé par l'appel à projets ;
- être conduit au Sénégal ;
- avoir une durée d'exécution de trois ans au maximum ;
- avoir un budget d'un montant inférieur à 20 000 000 FCFA ;
- être soumis dans les délais indiqués dans l'appel ;
- être constitué de tous les documents requis.

Les projets seront évalués par un comité d'experts indépendants qui se basent sur des critères de pertinence, d'efficacité, et de faisabilité pour sélectionner les projets.

Seuls les projets de recherche ayant obtenu un score technique minimal de 75/100 seront soumis à l'approbation du comité de validation.

1.3 Pièces constitutives du dossier de candidature

- Un Curriculum Vitae de chaque membre de l'équipe ;
- Le formulaire de soumission du projet dûment rempli ;
- Une lettre d'engagement de l'institution tutelle du chercheur principal porteur du projet dûment signée par l'autorité compétente ;
- Une lettre d'engagement dûment signée par chaque membre de l'équipe.

2. Modalités de candidature

a. Domaines prioritaires

Le fonds est destiné à soutenir, par la mise à disposition de subventions, les projets de recherche élaborés par des équipes appartenant à une ou plusieurs institutions, et qui interviennent dans les domaines prioritaires de développement socio-économiques bien identifiés par le MESRI à l'image du document de référence national dénommé Vision Sénégal 2050, notamment :

- la santé et la nutrition ;
- l'eau, l'agriculture et la sécurité alimentaire ;
- la gestion des ressources naturelles, l'environnement et les changements climatiques ;
- les énergies renouvelables ; le gaz et le pétrole ;

SPHERE MINISTERIELLE, BATIMENT 01, DEUXIEME ETAGE, DIAMNIADIO
TEL. : +221 33 889- 81-47 EMAIL : sp.dgri@mesri.gouv.sn
BP: 36005, DAKAR, SÉNÉGAL

- les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'économie numérique ;
- l'intelligence artificielle et la robotique.

NB : L'élaboration de projets collaboratifs pluridisciplinaires est encouragée tout comme les candidatures féminines, et les projets qui proposent des solutions à l'amélioration des conditions de vie des femmes.

b. Retrait du formulaire de candidature

Le formulaire de candidature est disponible par téléchargement sur le site du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation : www.mesri.gouv.sn à compter du 14 novembre 2025.

c. Dépôt du dossier de candidature

Le formulaire dûment rempli (avec les pièces justificatives) doit être déposé, au plus tard, le **mercredi 14 janvier 2026 à 17h00**, délai de rigueur ;

- en version papier, en deux(2) exemplaires, à la Direction Générale de la recherche et de l'Innovation sise à la deuxième sphère ministérielle, Bâtiment A, 2^{ème} Etage, et
- en version électronique à l'adresse e-mail suivant: first@mesri.gouv.sn

NB :

Pour toutes informations complémentaires, les candidats peuvent prendre contact avec **Monsieur Karamokho DRAME** (mouhamedra10@gmail.com: Téléphone : (+221) 77 164 40 45 ou **Monsieur Alioune Badara SY** (aliouney88@hotmail.com: (+221) 77 953 44 25.

POUR LARGE DIFFUSION



SPHERE MINISTERIELLE, BATIMENT 01, DEUXIEME ETAGE, DIAMNIADIO
TEL. : +221 33 889- 81-47 EMAIL : sp.dgri@mesri.gouv.sn
BP: 36005, DAKAR, SÉNÉGAL

OPPORTUNITÉS

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple - Un But - Une Foi
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

N° 0002287 / MESRI/SG/DB/DBE/add

Dakar le 31 NOV 2025

Le Ministre,

COMMUNIQUE

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche
et de l'Innovation communique :**

le Gouvernement de la Fédération de **Russie** met à la disposition du Gouvernement de la République du Sénégal, **cent trente (130) bourses** d'études pour l'admission des étudiants sénégalais dans les établissements russes d'enseignement supérieur au titre de l'année académique **2026-2027**.

Ces bourses sont réparties comme suit : cinq (05) places pour le ministère de la culture ; deux (02) places pour l'Agence fédérale de l'énergie atomique « Rosatome », treize (13) places pour le ministère de la santé et **cent cinq (105) places en libre distribution**.

Critères d'éligibilité :

- ❖ être de nationalité sénégalaise ;
- ❖ être titulaire du baccalauréat pour le cycle licence, de la licence pour le cycle master et du master pour le doctorat ;
- ❖ être âgé de moins de vingt-cinq (25) ans pour la licence, trente (30) ans pour le master et trente-cinq (35) ans pour le doctorat.

Les candidats intéressés doivent procéder à l'enregistrement des dossiers sur le site officiel : <https://education-in-russia.com/> jusqu'au **15 janvier 2026**.

Composition du dossier de candidature:

- 1) un formulaire du <https://education-in-russia.com/> dûment rempli, imprimé et signé avec une photo collée dessus ;
- 2) un consentement du candidat au traitement, à la transmission et au stockage des données personnelles dûment rempli et signé (versions russes et anglaises en un seul fichier) ;
- 3) une copie certifiée conforme à l'original de l'attestation ou du dernier diplôme ;
- 4) les copies certifiées conformes des bulletins et relevés de notes des études antérieures ;
- 5) un certificat médical de visite et contre visite ;
- 6) un résultat du test sur l'absence de SIDA ;
- 7) un résultat du test sur l'absence de l'hépatite B/C et de la tuberculose et du VIH-HIV 1/2 datant de moins de 03 mois

- 8) une Copie du passeport dont la durée de validité doit être supérieure à 18 mois après expiration du visa (juillet 2026) ;
- 9) une (01) photo d'identité de bonne qualité (visage sur fond blanc) à coller sur le formulaire ;
- 10) une attestation de maîtrise de la langue russe (uniquement pour les étudiants en langue russe).
- 11) une **lettre de motivation** plus la liste des publications disponibles (facultatif) pour les candidats au doctorat

NB : Joindre à chaque document sa traduction en russe.

Chaque fichier doit être scanné de manière lisible et **nommé individuellement** avant d'être joint dans la plateforme. Ex : bulletin de ..., certificat de ..., copie passeport, etc.

Après la fin de l'inscription sur la plateforme (étape projet), il faut valider en envoyant la demande dans le système pour '**examen par la mission diplomatique**' avant le **15 janvier 2026**.

Un **format papier du dossier de candidature** est à déposer à la **Direction des Bourses**, 52 rue Saint Michel (Ex Docteur Thèze), en face Immeuble Centre Commercial la Rotonde, jusqu'au jeudi **22 janvier 2026, délai de rigueur**.

Tel : 33 920 11 11


Pr Daouda NGOM

OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée pour le recrutement d'Élèves Ingénieurs Statisticiens Économistes (ISE) - ENSAE 2026

Ouvert

École Nationale de la Statistique et de l'Analyse Économique Pierre NDIAYE (ENSAE)

**30 janvier 2026**

Il reste 42 jours



Niveau requis : Inscription en 3e année de Licence (Mathématiques ou Sciences Économiques) ou Mathématiques Spéciales



Lieu : Dakar (ENSAE), Thiès (CPGE), Saint-Louis (UGB/UFR SAT) et Services Régionaux de la Statistique



Frais d'inscription : 10 000 F CFA (non remboursables)

Concours de recrutement d'Élèves Ingénieurs Statisticiens Économistes (ISE) de l'ENSAE, ouvert aux étudiants ayant un niveau Licence 3 en Mathématiques ou en Sciences Économiques. La formation est organisée en deux ...

[En savoir plus](#)

OPPORTUNITÉS

PROGRAMME DE BOURSES FRANCE – SENEGAL : l'appel à candidatures 2026 est ouvert

Ce programme fonctionne grâce à un appel à candidatures, ouvert, inclusif et compétitif lancé chaque année et permettant aux candidats intéressés de déposer leurs candidatures de manière dématérialisée sur cette plateforme, avant la date de clôture de l'appel annuel.

Les candidat(e)s sont vivement encouragé(e)s à lire attentivement l'ensemble des informations qui sont disponibles sur ce site et en particulier les [Règles du programme](#) et des exemples de [questions fréquemment posées](#).

Les dates à retenir :

- Lancement de l'appel à candidatures : octobre 2025 ;
- *Clôture et date limite pour le dépôt des candidatures : le 4 février 2026 à 17:00 (GMT) ;*
- Processus de sélection : février – avril 2026 ;
- Annonce des résultats : mai – juin 2026 ;
- Confirmations et mises en route : juin 2026.

[Plus de détails ici](#)

OPPORTUNITÉS

Concours Direct d'entrée à l'École Militaire de Santé (EMS) - Session 2026

Ouvert

École Militaire de Santé (EMS) – Ministère des Forces Armées



6 février 2026

Il reste 49 jours



Niveau requis : Baccalauréat Séries S1 ou S2 (ou Terminale S1/S2 sous réserve)



Lieu : Zones militaires (sous la responsabilité des Commandants de zone)



Frais d'inscription : 5 500 F CFA non remboursables (payables à ECOBANK au compte CCP CCA N°SN 094 01001 10033920900484)

Concours unique pour le recrutement d'élèves officiers destinés à l'École Militaire de Santé (EMS). Les filières concernées sont la **Médecine**, la **Pharmacie**, la **Chirurgie dentaire** et la **Vétérinaire** ...

[En savoir plus](#)

Concours Direct d'entrée à l'École Nationale des Officiers d'Active (ENOA) - 46ème Promotion 2026

Ouvert

École Nationale des Officiers d'Active (ENOA) – Ministère des Forces Armées



6 février 2026

Il reste 49 jours



Niveau requis : Licence 3 (L3) ou équivalent



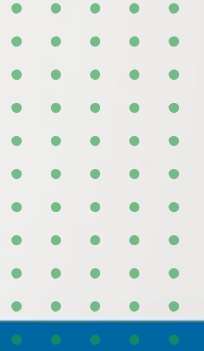
Lieu : Dakar, Saint-Louis, Kaolack, Ziguinchor, et Thiès



Frais d'inscription : 5 500 F CFA non remboursables (payables à ECOBANK au compte CCA N°SN 094 01001 10033920900484)

Concours direct pour le recrutement d'élèves Officiers d'Active (ENOA), ouvert aux jeunes sénégalais (civils et militaires PDL). L'admission est basée sur des épreuves physiques, écrites et un entretien oral. Les ...

[En savoir plus](#)



MERCI

